

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

CNRS - TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DU SITE POUCHET

Catégorie opération 2



59-61 RUE POUCHET
75017 PARIS

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	11/12/2024	Plan Général de coordination - Phase APD
2	09/07/2025	Plan Général de coordination - Phase DCE
3	10/07/2025	Plan Général de coordination - Phase DCE modifié suivant les observations du MOA (Email du 10/07/2025)

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	9
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	10
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	12
2.1 PLANNING	12
2.2 NATURE DE SOL.....	13
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	13
2.4 AMIANTE.....	13
2.5 PLOMB	14
2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	14
2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	18
2.8 DIVERS.....	20
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	21
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	21
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	22
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	23
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	25
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	27
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	28
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	29
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	33
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	34
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	36

3.5.1 Présence d'amiante	36
3.5.2 Présence de plomb	36
3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	37
3.5.4 Travaux divers	37
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	37
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	40
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER.....	42
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	43
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	44
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	48
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	51
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	51
5.2 CANTONNEMENTS.....	51
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	52
5.3.1 Mise en place bungalows	53
5.3.2 Cantonnement à étages.	53
5.3.3 Installation électrique.....	53
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	54
6.1 ORGANISATION.....	54
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	55
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	55
6.2.2 Interdiction de fumer	55
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	56
7.1 PPSPS	56
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	57
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	57
8 Annexes	58
PIC base vie	58
Panneau : En cas d'accident.....	58

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

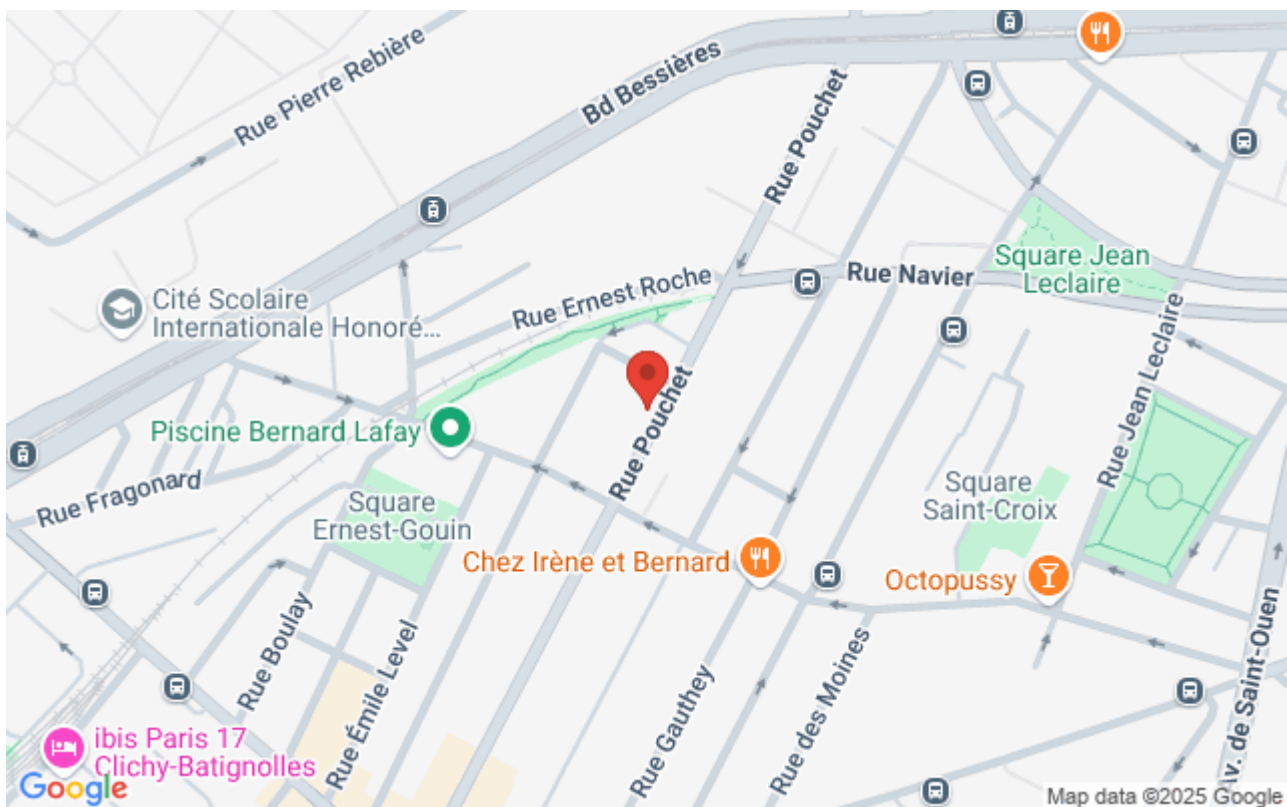
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

CNRS - TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DU SITE POUCHET

Travaux de rénovation énergétique du site de Pouchet.

L'immeuble du CNRS se situe au 59-61 rue Pouchet, 75017 PARIS et il est composé de deux bâtiments, Pouchet et Berzelius respectivement construit en 1920 et 1960.

59-61 RUE POUCHET
75017 PARIS



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Le projet consiste à la rénovation énergétique du bâtiment à usage bureau de CNRS situé au 59/61 rue Pouchet 75017.

Les travaux concernent :

- L'isolation thermique par l'extérieur des façades ;
- Le remplacement des menuiseries extérieures ;
- l'amélioration de la distribution hydraulique de chauffage, le raccordement au CPCU et l'installation d'une GTB.

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

Bâtiment composé :

- Sous-sol Berzelius/Pouchet
- Rez-de-chaussée Berzelius/Pouchet, cour intérieure patio
- Entre-sol Berzelius
- 5 niveaux d'étage Berzelius/Pouchet, avec 2ème et 4ème étage partiel Pouchet
- Toiture/Terrasses techniques

Nature de la couverture / toiture

Toiture avec des gardes corps périphériques.

Nature des façades

Châssis vitrés fixes et ouvrants.

Enduits

Attention le principe de nettoyage des surfaces vitrées est à préciser.

Autres

Modalité de Coopération entre le Coordonnateur SPS et les Entreprises :

- L'Entreprise prendra contact au minimum 15 jours avant le début prévisionnel de son intervention sur le chantier,
- L'Entreprise fournira son Projet de PPS PS avant son inspection commune, ou lors de cette dernière,
- L'Entreprise fera parvenir son PPS PS définitif au Coordonnateur SPS au moins une semaine avant le début de ses travaux,
- L'Entreprise devra répondre par écrit aux remarques du Coordonnateur SPS et viser le Registre journal sur demande,
- En cas de litige avec un sous-traitant, le responsable sécurité de l'Entreprise Titulaire répondra aux observations du Coordonnateur SPS, et visera également le registre journal,
- Chaque Entreprise désignera un interlocuteur (Possédant une délégation à la sécurité de son entreprise) pour le Coordonnateur SPS,
- L'Entreprise transmettra au Coordonnateur SPS les documents à intégrer au DIUO,
- L'Entreprise communiquera aux Coordonnateur SPS le fiches d'Interventions ultérieur (Phase réalisation) pour constitution du DIUO,
- Pour tous travaux à risques particuliers, l'Entreprise devra établir des Modes Opératoires et les communiquer au Coordonnateur SPS.

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	CNRS RUE GUY MOQUET 94807 VILLEJUIF CEDEX	
Maître d'oeuvre de conception	AU4G Architectes 60/62 rue Wattignies 75012 PARIS 12EME ARRONDISSEMENT	TEL : 01.43.56.84.40 FAX : 01.43.56.22.42
CSPS	QUALICONSULT SECURITE Grands Travaux Zone Europarc - 127 Chemin des Bassins 94035 CRETEIL	TEL : 07 88 17 66 78

Inspection du travail	DRIEETS UNITEE 17 SECTION 7 11 rue de Cambrai 75019 PARIS	TEL : 01 70 96 20 91
CRAM	CRAMIF 17/19, place de l'Argonne 75019 PARIS	TEL : 01 40 05 32 64
OPPBTP	OPPBTP IDF 25, avenue du Général Leclerc 92100 Boulogne-Billancourt	TEL : 01 46 09 27 00

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - Isolation Thermique par l'Extérieur - Ravalement
- N°02 - Menuiseries extérieures – Protections solaires - Métallerie
- N°03 - Chauffage – Ventilation - GTB
- N°04 - Menus travaux de gros-œuvre - Maçonnerie
- N°05 - Cloisons – Doublages – Faux-plafonds - Peinture

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 14 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 20.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est **STRICTEMENT INTERDIT** pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entrainerait, par le maître d’ouvrage, l’exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Le projet s'effectue sur un site occupé, l'attention des entreprises est attirée sur l'importance et le nombre des contraintes dues au site pendant la durée d'exécution des travaux et jusqu'à la livraison des du projet. Les entreprises ne pourront pas les ignorer et seront amenées à respecter les règles définies par le chef d'établissement de la CNRS, de bon voisinage, normes, règlements de droit public ou privé et en particulier :

Le Règlements de Voirie de la ville de Paris pour les accès au site.

Le Code de la Route.

Les Lois, décrets et arrêtés applicables localement et nationalement, notamment pour ce qui concerne les horaires de travail et les niveaux sonores acceptables.

La Charte de chantier à faibles nuisances

Plan Général de Coordination établi par le Coordonnateur SPS.

Les PPSPS et additifs proposés par l'Entreprise et validé par le Coordonnateur SPS après qu'il aura été harmonisé avec le PGC et les PPSPS des autres entreprises du chantier.

Les Directives et injonctions émises en cours de chantier par les autorités administratives.

Les Directives et injonctions émises par le coordonnateur SPS, le Maître d’Œuvre d’Exécution ou tout autre intervenant qualifié.

Les Directives et injonctions émises par la CRAM, la DRIETS et l’OPPBTP.

Sauf dérogation, les travaux bruyants sont interdits à l’intérieur des immeubles comme sur le domaine public, en tous lieux et aux horaires suivants :

Avant 7 heures et après 22 heures les jours de semaine ;

Avant 8 heures et après 20 heures le samedi ;

Les dimanches et jours fériés.

Ce qui relève de la Ville de Paris.

Les nuisances sonores sont provoquées par une activité professionnelle : appareils, installations techniques ou équipements bruyants, bruits occasionnés par l’activité (manipulation d’objets, de mobiliers, éclats de voix... que cette nuisance provienne de l’intérieur des locaux (bureaux, commerces, salles de sport, bars, établissements publics...) ou à l’extérieur (présence d’une clientèle en terrasse ou devant un établissement) ; Les nuisances sonores causées par le comportement d’un individu sur l'espace public (cris, vociférations, tapage...) ; Les nuisances sonores dans un jardin ou un équipement municipal, quelle que soit leur origine (tapage d’un individu, instrument ou appareil de diffusion de musique...) ou leur auteur (particulier, professionnel, associatif). Et le trafic routier Des actions de contrôle, prévention et verbalisation sont menées en direction des deux-roues et quatre-roues motorisés trop bruyants. Les agents de la police municipale mènent des opérations quotidiennes pour rappeler les règles de partage de l'espace public et verbaliser en cas d'infraction. De plus, depuis février 2022, Paris expérimente ses premiers radars sonores. Ce qui relève de la préfecture de police Les sons amplifiés (dont la musique) émanant d’un espace professionnel ouvert ou fermé recevant du public (discothèque, bar, restaurant, etc.) ; Les nuisances sonores provenant d'une habitation occasionnées par un particulier ; Les nuisances sonores causées par un événement ou une manifestation sur la voie publique. Comment les signaler ? Ouvrier utilisant un marteau piqueur Les bruits émanant des travaux sont réglementés : ils sont interdits le matin tôt et le soir ainsi que les dimanches et jours fériés.

Toutefois les règles suivantes seront impérativement respectées :

- Les horaires pourront faire l’objet de dérogations exceptionnelles sous réserve d’obtention préalable des autorisations nécessaires des services compétents (Inspection du Travail, Mairie, Maîtrise d’Ouvrage, etc.).

- Tout travail en dehors des heures ouvrables définies ci-dessus devra être signalé au Maître d'Œuvre d'Exécution et au Coordonnateur SPS en précisant le nombre de compagnons concernés, les noms du personnel d'encadrement responsable, la nature des travaux envisagés, la durée prévue, et la raison pour laquelle ce travail ne peut se faire pendant les horaires normaux du chantier.
Indépendamment des autorisations réglementaires des services administratifs compétents, le Maître d'Œuvre d'Exécution et le Coordonnateur SPS conservent la faculté de s'opposer à la réalisation de travaux hors horaires de chantier s'ils les jugent insuffisamment justifiés, préparés et/ou encadrés. A noter que le travail des dimanches et jours fériés est interdit sauf dérogation exceptionnelle délivrée par l'Inspecteur du travail pour chaque entreprise ainsi que les éventuels sous-traitants.

Toutes les personnes se trouvant sur le chantier, y compris tous les visiteurs devront obligatoirement être équipées des protections individuelles nécessaires selon les travaux accomplis, soit au minimum d'un casque, de chaussures de sécurité conformes à la normalisation en vigueur.
Les ouvriers doivent être identifiables sur les vêtements de travail par le nom ou le logo de l'entreprise.

Modalité de Coopération entre le Coordonnateur SPS et les Entreprises :

- L'Entreprise prendra contact au minimum 15 jours avant le début prévisionnel de son intervention sur le chantier,
- L'Entreprise fournira son Projet de PPS PS avant son inspection commune, ou lors de cette dernière, - L'Entreprise fera parvenir son PPS PS définitif au Coordonnateur SPS au moins une semaine avant le début de ses travaux,
- L'Entreprise devra répondre par écrit aux remarques du Coordonnateur SPS et viser le Registre journal sur demande,
- En cas de litige avec un sous-traitant, le responsable sécurité de l'Entreprise Titulaire répondra aux observations du Coordonnateur SPS, et visera également le registre journal,
- Chaque Entreprise désignera un interlocuteur (Possédant une délégation à la sécurité de son entreprise) pour le Coordonnateur SPS,
- L'Entreprise transmettra au Coordonnateur SPS les documents à intégrer au DIUO,
- L'Entreprise communiquera aux Coordonnateur SPS les fiches d'Interventions ultérieures (Phase réalisation) pour constitution du DIUO,
- Pour tous travaux à risques particuliers, l'Entreprise devra établir des Modes Opératoires et les communiquer au Coordonnateur SPS.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

Il convient d'éviter au maximum les superpositions de tâches.

Sur le principe, en plus des protections collectives à installer sur le chantier, toute activité d'entreprise située au niveau supérieur devra faire l'objet par celle-ci de protection adéquate pour les entreprises des niveaux inférieurs.

Interfaces concernant principalement les titulaires des lots n°3 et n°4 pour les travaux intérieurs.

Dès le leurs prises de commandes, les entreprises réaliseront un retour concernant le planning travaux afin de valider l'absence de superposition de tâches sur la hauteur, ou de superposition incompatible avec leurs travaux.

- Lots et zones concernés : Lots 1 et 2 façades

Interfaces entre les lots : I.T.E. - Ravalement (lot 1) /Menuiseries extérieures – Protections solaires - Métallerie (lot 2) pour les façades.

Les deux lots devront prendre en compte cette donnée dans le cadre de leur étude pour permettre un bon déroulement du chantier. Les points de vigilance porteront notamment sur les aspects énumérés ci-après et sur les prestations suivantes :- coordination des moyens de levage de chaque lot (organisation et planification), mutualisation de moyens- implantation, adaptation et remaniements des échafaudages et moyens de levage- organisation des approvisionnements

- Lots et zones concernés : Lots 3/4 et 5 bâtiment

Interfaces concernant principalement la CVC, le lot Menus travaux de gros œuvre - Maçonnerie, et le lot Cloisons - Doublages – Faux plafonds - Peinture, pour les travaux intérieurs.

Le traçage in-situ pour l'implantation des passages de réseaux dans des structures existantes par le titulaire du lot n°3 devra faire l'objet d'une validation du maître d'œuvre, du BET fluides et de l'entreprise du lot n°4 avant toute exécution.

Les calfeutrements seront exécutés et à la charge :- de l'entrepreneur titulaire du lot n°5, pour ceux à réaliser dans les ouvrages neufs en plâtre- de l'entrepreneur titulaire du lot n°4, dans tous les autres cas

Les bouchements des trémies et des trous dans murs maçonnés, les rebouchages seront toujours à la charge de l'entreprise titulaire du lot n°4.

Mesures prises :

Convention de prêts pour l'utilisation de l'échafaudage de même que les engins de levage, entre le lot 1 et 2. Etude avec Maîtrise d'Œuvre et Entreprise pour synchroniser les actions et éviter le plus possible les coactivités. En cas de travaux superposés, l'entreprise située en partie supérieure devra prendre les mesures de protection adaptées, balisages ou autres, pour éviter tout accident, chute d'objet, de matériel de matériaux etc.... en contrebas.

Durant l'Inspections Communes avec les entreprises analyse des méthodes d'interventions envisagées par celles-ci.

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

2.4 AMIANTE

Repérage amiante avant opération :

Dates de visite :

Du 19/06/2024 au 21/06/2024 Du 25/09/2024 au 25/09/2024 Du 25/11/2024 au 25/11/2024

Avec un pré rapport référence : Rapport N° : 22471684/S2/27/AM-RTV_V4, en date du rapport : 10/03/2025 de l'entreprise BUREAU VERITAS.

Conclusions :

L'opérateur de repérage n'ayant pu mener à son terme la mission décrite en tête de pré rapport, le donneur d'ordre doit faire réaliser des investigations approfondies et mettre en œuvre des moyens d'accès spécifiques. Les obligations réglementaires ne sont pas remplies. Dans le cadre de la mission objet du présent pré rapport, il a été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

La C SPS reste en attente du rapport final.

Ces documents sont à joindre au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

Travaux en sous-section 4 (intervention sur ou à proximité de MPCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante)

– Formation des salariés.

– Rédaction d'un mode opératoire, transmis aux organismes de prévention, en fonction de la procédure en vigueur.

– Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Concernant la toiture du bâtiment existant contenant des matériaux vraisemblablement amiantée :

Les différents sujets amiante- Couverture du volume riverain sur la parcelle du 72 rue Berzelius : prévoir un polyane et un platelage de protection avant pose de l'échafaudage par une entreprise spécialisée (prestation intégrée à cet APS).- Conduite circulaire dans patio : dépose à prévoir par MO en amont des travaux de rénovation énergétique.- Façade rue Pouchet : la dépose/repose programmée de trames de cassettes métalliques n'a pas pu avoir lieu et a été remplacée par un sondage en partie basse qui n'a levé que partiellement le soupçon de la présence d'amiante. L'organisation de la suite des sondages est en cours d'organisation par la MO (compris en PH RDC sous patio pour DIAG structures).

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.

- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
- Localisation :
- Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

Tout Lot Intervenant sur ou en contiguïté sur des équipements ou matériaux susceptibles de contenir de l'amiante.

2.5 PLOMB

CREP (Constat de Risque d'exposition au plomb) : Numéro de pré rapport 22471684- P de l'entreprise BUREAU VERITAS.

Dates de visite : Du 19 et 20/06/2024 – 24/02/2025

Date d'édition du pré rapport de repérage 24/06/2024 – 24/02/2025

Ce (ces) document (s) est (sont) joint (s) au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

Ou

Ce (ces) document (s), en cours d'élaboration, sera (seront) transmis par le maître d'ouvrage aux entreprises consultées.

Dans son obligation de formation et d'information, l'employeur des salariés appelés à intervenir sur les zones repérées comme plombées ; quelle que soit la teneur, même inférieure à 1 mg/cm² ; devra mettre en place tout dispositif de protection collective et individuelle assurant leur sécurité et la protection de leur santé. Des contrôles d'empoussièrement (en particulier essai à la lingette avec teneur = 1 000 µg/m²) et un suivi médical sera assuré (avant, pendant, après intervention), afin de s'assurer que les teneurs admissibles pour le corps humain n'ont pas été dépassées :

- VLB (Valeur Limite Biologique) : < 400 µg/litre de sang pour l'homme et 300 µg/litre pour la femme.
- VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : <0,1 mg/m³ d'air/8h.

Il est recommandé de toujours faire appel aux mêmes équipes pour effectuer les interventions, afin d'assurer plus facilement le suivi médical et de ne pas faire appel à des travailleurs intérimaires (voir article 1.8 ci-dessus).

Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :

- Localisation :
- Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

Tout Lot Intervenant sur ou en contiguïté sur des matériaux susceptibles de contenir des concentrations au plomb supérieures au seuil réglementaire ou retenu.

2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase de l'opération :

- Le tracé des clôtures de chantier, avec implantation des accès véhicules, piétons, emplacement de bennes...;

- L'emplacement des réseaux extérieurs à l'emprise des clôtures de chantier, repérés dans un plan de synthèse, intégrant les informations obtenues dans les retours de DICT ;
- L'implantation des réseaux aériens et enterrés, fosses et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier ;
- L'organisation du trafic piéton, véhicules et engins, autour du chantier, avec indication précise des déviations obligatoires, zébras, panneautage, feux tricolores, etc. et toutes modifications apportées à la situation existant avant travaux ;
- Les zones tampon de stationnement des véhicules de livraison;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'implantation des zones de stockage ;
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'alimentation en eau ;
- L'implantation des zones de cantonnements ;
- L'implantation des appareils de levage, avec dates d'installation et de repliement ; (Trémie avec treuil, grue,...).
- L'implantation des échafaudages de pied ou tout autre équipement de travail en hauteur

Ces plans seront affichés au mur du bureau de chantier. Toutes les intervenants devront se conformer, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité, aux dispositions portées sur ce plan.

L'entreprise assurera durant toute la durée du chantier la signalisation et notamment:

- Indication des limites de chantier.
- Accès et stationnement des véhicules.
- Signalisation de danger (sauf signalisation de danger spécifique relevant de l'intervention d'une autre entreprise telle que, par exemple, présence de conducteurs électriques sous tension dont la signalisation est à la charge de l'électricien).
- Balisage des aires de sécurité.
- Panneaux de consignes obligatoires.
- Règlement de circulation.
- Signalisation pour accéder aux cantonnements et bureaux de chantier depuis les accès.

Les clôtures recevront un grillage anti-affichage et un balisage visible diurne et nocturne conforme à la réglementation, aux demandes du Coordonnateur SPS et de la Maitrise d'Œuvre d'Exécution ainsi qu'à la Charte Communication de Chantier.

La signalétique extérieure au chantier devra être conforme aux demande des Services Publics de la Ville (routière et piétonne), cette signalisation sera conforme à la note interministérielle (arrêté relatif à la signalisation des routes et autoroutes du 24/11/1967 modifié par les arrêtés du 13 Novembre 1998, du 16 Novembre 1998, du 4 Avril 2000 et du 8 Avril 2002).

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que le plan d'installation de chantier doit être conçu pour pouvoir libérer au moment de la livraison d'une tranche et/ou de la réception, la totalité des installations se trouvant sur l'emprise de cette tranche de façon à pouvoir permettre l'occupation des locaux ou utilisation des espaces correspondants dans les conditions parfaites.

Dispositions prises pour limiter l'accès aux seules personnes autoriséesLe personnel des entreprises, y compris sous-traitants et travailleurs indépendants, devront prendre connaissance, dès leur arrivée, de l'organisation générale du chantier.

Se référer au registre du personnel de chaque entreprise consultable à tout moment sur le chantier. Le registre inclura également la photocopie de la dernière visite médicale.

En complément de points ci-dessus L'Entreprise en charge des installations tiendra à jour quotidiennement un tableau reprenant les entreprises présentes sur site, la date de validation de son agrément, la date de l'Inspection Commune et la date de validation de son PPS PS. Ce tableau sera diffusé de manière hebdomadaire (ou sur demande) aux différentes Maîtrises, OPC et CSPS.

L'ensemble du personnel portera des tenues de travail aux logos de leurs entreprises respectives.

Chaque entrepreneur doit munir ses ouvriers du chantier d'un badge précisant le nom de leur entreprise et comportant une photo d'identité récente (selon modèle des "cartes d'identité du bâtiment" édité par la FNB).

Les autorisations d'accès sur le chantier doivent être limitées aux seules entreprises déclarées (y compris les sous-traitants) qui doivent établir la liste nominative du personnel intervenant.

Astreinte - Gardiennage - Surveillance

Chaque entreprise devra désigner un représentant qui pourra être joint en dehors des heures d'ouverture du chantier (téléphone portable), aussi bien la nuit que les jours fériés ou chômés, pour parer d'une façon rapide et efficace à tout incident survenant du fait du chantier pendant l'exécution des travaux.

Lors d'intervention en dehors des horaires normaux de chantier (nuit ou week-end), une présence de l'encadrement de l'entreprise titulaire du marché sera nécessairement prévue pour l'encadrement de ses sous-traitants et/ou fournisseurs.

Ce représentant prendra toutes les dispositions nécessaires, en accord avec le représentant du CSPS et ensuite avec un représentant du Maître d'Ouvrage, pour procéder immédiatement à la remise en situation normale des ouvrages tant sur le plan de la sécurité que sur la pérennité des ouvrages.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'imposer la mise en place d'un Agent de Sécurité pour répondre à tout constat de dysfonctionnement relatif à la Sécurité des Ouvriers.

La tenue en bon ordre des abords étant une priorité absolue, les entreprises devront mettre en place autant que nécessaire et à leur frais, sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	A définir.	A définir par le Titulaire du lot 1, avec validation du MOEX, et services de la communes pour les emprises extérieures.	Lot 1	Le Titulaire sera chargé de cet entretien durant toute la durée des travaux.
Clôture	De type HERAS à double menottes (2 m de haut) et selon validée par les services de voirie	En périphérie complète des zones de stockage, emprises autorisées	Lot 1	Le Titulaire sera chargé de cet entretien durant toute la durée des travaux.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Portail et portillon	Portillon accès piétons séparé de la voie engin Portails pour accès et sortie avec signalétique Fermeture de l'ensemble par serrures à clefs	A définir sur un PIC	Lot 1	Le Titulaire sera chargé de cet entretien durant toute la durée des travaux.
Auvent Passage piéton couvert	En contrebas de toute zone à risque	A définir sur un PIC	Lot 1	Le Titulaire sera chargé de cet entretien durant toute la durée des travaux.
Homme trafic	Permanent à chaque entrée ou sortie d'engin ou véhicule	Permanent en poste à l'entrée du site.(Et sortie en fonction des besoins).	Chaque titulaire affrétant des véhicules de livraisons.	Le Titulaire sera chargé de cet entretien durant toute la durée des travaux.
Dévoisement voirie publique	En adéquation avec les services de la ville	Pas de dévoiement voirie publique sauf de manière ponctuelle et exceptionnelle		

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	<p>Amont et aval des accès. Panneaux de chantier avertissant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'éventuels gabarits à respecter, - de risques électriques, - de risques d'enfouissements, - de sens de circulation à respecter, - d'arrêt à marquer, - de vitesse à respecter... - Stop et miroir en sortie de site. - Rappel des priorités - Port des EPI et "chantier interdit au public" à chaque entrée. - Affichage "zone interdite" pour les zones occupées. 	A définir par le Titulaire du lot 1, avec validation du MOEX, et services de la communes pour les emprises extérieurs.	Lot 1	Le Titulaire sera chargé de cet entretien durant toute la durée des travaux.
Grue et engin de levage	DICT, demande d'autorisation, essais à la plaque si besoin.	A définir sur un PIC	Lot 1, 2 et 3	Le Titulaire d'un engin de levage sera chargé de cet entretien durant toute la durée de la présence du matériel.

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Article R4533-1

Lorsque le montant d'une opération de construction de bâtiment excède 760 000 EUR, le chantier relatif à cette opération dispose, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail.

Le maître d'ouvrage prend les mesures nécessaires, avant toute intervention des entrepreneurs et des sous-traitants sur le chantier dans les conditions prévues à la présente section.

Article R4533-2

Une voie d'accès au chantier est construite pour permettre aux véhicules et aux piétons de parvenir en un point au moins du périmètre d'emprise du chantier.

Cette voie est prolongée dans le chantier par d'autres voies permettant aux travailleurs d'accéder aux zones où sont installés les divers locaux qui leur sont destinés.

Les voies d'accès sont constamment praticables. Les eaux pluviales sont drainées et évacuées.

Ces voies sont convenablement éclairées.

Mesures contre diverses nuisances Pour le bruit ;

- un matériel insonorisé et adapté aux horaires d'utilisation,
- des dispositifs propres à éviter la propagation de poussières et de fumées dans l'atmosphère (extracteurs, ventilateurs ...)
- des consignes pour éviter l'emploi de sirènes ou klaxon d'une manière intempestive,

Pour les poussières :

Pour rappel, le Code du travail contient une série de règles destinées à protéger la santé des salariés exposés à des poussières sur les chantiers.

Il prévoit également que les mesures de prévention à mettre en œuvre soient définies en déclinant les principes généraux de prévention, après une évaluation des risques.

Pour les poussières, il conviendra de prendre en compte leur dangerosité et les niveaux d'exposition attendus : suppression des émissions dangereuses pour la santé, réduction de l'exposition au niveau le plus faible possible, captage à la source des poussières, ventilation...

Cette évaluation devra intégrer les niveaux d'exposition aux poussières que l'on peut attendre lors des principales étapes du chantier (dépose et tri, coltinage et chargement).

Elle intégrera également la présence d'agents chimiques dangereux dans les poussières émises, tels que :

- le plomb ou ses composés pouvant provenir de peintures ou d'éléments en plomb (canalisations...),
- les poussières alvéolaires de silice cristalline pouvant provenir de mortiers ou de matériaux similaires,
- les poussières de bois pouvant provenir du sciage de panneaux de particules, de contreplaqué ou de bois massifs.

La présence d'agents biologiques provenant, par exemple, de fientes de pigeons, de déjections de rongeurs ou de moisissures devra également être prise en compte.

Selon les principes généraux de prévention, la prévention de l'exposition aux poussières devra consister, par ordre de priorité, à :

- Limiter les émissions de poussières à la source en choisissant les techniques de dépose et de coltinage des matériaux les moins émissives,
- Limiter le nombre d'opérateurs exposés aux poussières surtout pendant les phases de travail identifiées comme étant les plus émissives,
- Mettre en œuvre des moyens de prévention collectifs adaptés aux situations rencontrées, notamment : captage à la source des poussières, ventilation générale du chantier,
- Lorsque cela est nécessaire, équiper les opérateurs d'appareils de protection respiratoire adaptés au travail effectué, en complément des mesures précédentes.

Analyse prévisionnelle de la ventilation à mettre en œuvre

il conviendra de déterminer :

- les sources dont les émissions résiduelles seront à traiter par la ventilation générale: production ou manipulation de gravats, découpe de métaux, gaz d'échappement des engins...,
- la stratégie de ventilation à mettre en œuvre: balayage, mise en dépression, ventilation par soufflage, ventilation par flux d'air ascendant ou descendant...;
- le volume de chantier à ventiler si besoin,
- les débits à mettre en œuvre, par exemple sur la base du taux de renouvellement choisi (au minimum, cinq renouvellements par heure) ;

- le type et le nombre de groupes d'extraction
- filtration d'air à mettre en œuvre,
- les contraintes concernant la position des entrées d'air neuf et des extractions d'air pollué.

Pour les Risques dû au produit chimique

- des mesures de protection vis-à-vis d'autres salariés lors d'emploi de produits chimiques

L'ensemble de ces mesures devra être explicité dans le PPSPS de chaque entreprise concernée.

Ces nuisances seront évoquées lors des inspections communes.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Cheminement piéton exempt de tout obstacle et propre.	Existant, Affichages à mettre en place par le lot 1.	Le lot 1 sera chargé de cet entretien durant toute la durée des travaux. Gestion des ouvertures et fermetures des accès de chantier (portails et portillons dans clôtures extérieures)
Gardiennage	Présence d'un gardien à l'entrée du bâtiment Pouchet	Existant	
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Carte Obligatoire pour tout compagnons et encadrant (Voir réglementation spécifique).	Toute Entreprise intervenante sur site y compris Nettoyage	TCE
Badge	Badge Magnétique individuel	A définir en phase préparatoire si retenue par le MOA	A définir
Liste du personnel	Diffusion à la Maitrise d'Œuvre préalablement à l'intervention sur site et au lot principal	Chaque Entreprise Intervenante	TCE

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.8 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Les travaux se dérouleront en site occupé les règles d'accès sur site définies par le chef d'établissement seront à respecter.

Nota concernant l'environnement des travaux :

- les travaux se dérouleront en site occupé, ils ne devront en aucun cas perturber le fonctionnement de l'établissement ; les entreprises devront obligatoirement prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter à la source les risques de nuisances (bruit, poussières, etc.). Elles devront pour cela adapter leurs modes constructifs et prévoir toutes les protections nécessaires.

Horaires des travaux, données et contraintes d'intervention :

- Horaires des travaux : 7h00 à 19h00 hors week-end et jours fériés ;
- possibilité de travail de manière exceptionnelle le week-end et les jours fériés avec un délai de prévenance de 15 jours ; - présence d'un gardien à l'entrée du bâtiment Pouchet ; - une boîte à clés (à code) sera mise à disposition des entreprises pour leur accès au droit de la porte d'entrée Berzélius, implantation entre porte d'entrée et rideau métallique ; - pour les interventions à l'intérieur du bâtiment, les entreprises devront s'organiser pour regrouper leurs interventions par local et proposer au maître d'ouvrage un planning « fin » d'intervention local par local une semaine à l'avance ; ce planning devra être tenu une fois qu'il aura été accepté ; - livraisons à échelonner (surfaces de stockage limitées) ; d'une manière générale, le créneau 7h-9h sera à privilégier pour les opérations générant de la co-activité avec les usagers ; - pour les livraisons importantes : prévoir de faire une demande d'arrêté de stationnement avec intervention de 2 hommes trafic afin de ne pas interrompre la circulation et d'instaurer temporairement une circulation en alternance.

ZONE CLIMATIQUE - CONTRAINTES LIEES AU SITE

Les hypothèses de calculs pour l'ensemble des dimensionnements devront prendre en compte les contraintes suivantes liées au site : - zone de sismicité : 1 (très faible) ; - zone de vent : 2, site normal selon règles NV 65 ; - neige : région A1 selon règles N84.

Dispositions générales suivant l'autorisation de circuler à l'intérieur du site :

Le plan d'installation de chantier précisera les mesures de déplacement, à la charge du lot 1.

La sécurité des piétons devra être intégralement assurée par une séparation des flux conforme à la réglementation et les conditions du site.

Prendre en compte les :

- Croisements et interférences des flux, architecture adéquate, signalisation adaptée, bonnes conditions de circulation, éclairage, visibilité, intempéries, encombrements ;
- Densité de circulation : lieux, fréquence, horaires et durée des trafics important ;
- Accès et circulation du personnel, stationnement de leurs véhicules, trajet direct, passage piétons protégés signalés, dissuasion du stationnement sauvage ;
- Livraisons et expéditions : créneaux horaires à définir, parkings d'attente prévus ; aménagement de locaux d'accueil ; lieux de chargement et déchargement précisés et signalés ;
- Entreprises extérieures : établissement visible de loin ; information préalable des entreprises extérieures sur les règles de stationnement et de circulation ;
- Accès pompiers, SAMU et issues de secours : accès pompiers signalés et réservés, présence de signalisation et éclairage de sécurité ; ...

- Matériels roulants : revêtement et résistance du sol compatibles avec les engins, présence d'aires de manœuvre ; ...
- Encombrements et obstacles : zones matérialisées et dégagées ;
- Dénivellations : traitement (antidérapant) et visibilité des marches, escaliers, sols... ;
- Facteurs humains : respect des vitesses, de la signalisation, des priorités, des passages piétons
- Fournir un plan d'installation de chantier et un plan d'accès comprenant les zones de circulation, stationnements, manœuvres, stockages... :

Circulation aux abords du chantier :

L'Entreprise du Lot 1 assurera l'entretien des voies d'accès au chantier. Elle devra la fourniture de l'ensemble des panneaux de circulation routière réglementaire sur toutes les voies débouchant sur le chantier et veillera à leurs maintiens en bon ordre et à leurs actualisations.

Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins :

Hommes trafics systématique

Chaque entreprise devra obligatoirement désigner un responsable sur site pour effectuer le guidage des engins de chantier, véhicules de livraison, etc... depuis les voiries extérieures vers les zones de livraisons. La même contrainte pour les sorties du chantier est à mettre en place.

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Présence systématique d'hommes trafic pour l'accueil de véhicule et livraison	Zone tampon si possible avant accès au site pour contrôles et ordre	TCE	Lot 1
Voie intérieure	Suivant circulation autorisée par le MOA Zone propre sans obstacles	Suivant PIC	TCE	Lot 1
Aire de livraison	Suivant autorisation de voirie et PIC Attention surfaces limitées Zone balisée avec indication du type de stockage (Rack, Big bag, palettes, ...)	Suivant PIC	Lot 1	Lot 1

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	Mise en place de la signalétique en amont et Aval. Mise en place de la signalétique sur l'ensemble de périphérie du chantier (Port des EPI, Accès interdit, ...) Mise en place de l'Affichage réglementaire au sein de la base vie (Coordonnées des institutions de Tutelles, Règlement intérieur, N° des secours,...).	Clôture de chantier. Base Vie (Vestiaire et réfectoire). A définir sur le PIC	Lot 1	Lot 1
Homme de manœuvre	Présence permanente.	Entrée et sortie du chantier (Accompagnement y compris).	Chaque entreprise en livraison	Chaque entreprise en livraison
Avertisseur de manœuvre	Obligatoire sur tout engin	Sur chaque Engin en manœuvre	Tout véhicule entrant sur site	Chaque titulaire, et intervenant.

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Accueil par l'encadrement respectif du compagnon avec fiche daté et présentation du chantier et des taches à réaliser.	Dés l'Entrée du site	Chaque Entreprise Intervenante.	Chaque Entreprise Intervenante.
Accès au cantonnement	Accès obligatoire par cheminement dédié et propre.	Suivant PIC	Existant, affichages par le lot 1	Lot 1
Cheminement cantonnement/chantier	Suivant PIC	Suivant PIC	Existant, affichages par le lot 1	Lot 1
Protection accès chantier	Suivant PIC	En périphérie des zones travaux	Lot 1	Lot 1

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Escalier provisoire	Tour escalier au droit des échafaudages.	A définir suivant les zones de travaux ITE	Lot 1	Lot 1
Eclairage	Eclairage de circulation par bandes led et BAES. Éclairage extérieur Projecteurs halogène étanches, mâts d'éclairage etc...	Toute Zone de circulation et locaux. Amplification de l'Eclairage à la charge de l'entreprise intervenante.	Ext. : Lot n°1 Int. : Lot n°4	Ext. : Lot n°1 Int. : Lot n°4
Signalisation	Affichage directionnel à chaque entrée, numérotation des niveaux, Affichage des information au droit des moyens de levages (Hauteur largeur libre, poids admissible,...). Mise en place d'un PIC Dynamique à l'entrée de la base vie.	Au droit des accès, Sur l'ensemble de la périphérie du chantier, Dans chaque cage et chaque palier	Lot 1	Lot 1
Lift/ascenseur/monte-charge	Existant suivant autorisation du MOA	Existant.	/.	1 Lot
Accès couverture/terrasse	Accès par escalier	Dernier Niveau vers Toiture/terrasses.	A définir	A définir

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Auvent protection accès	Mise en place d'auvent systématique au point de levage des pièces servant au montage d'un échafaudage. Mise en place en cas d'impossibilité de décaler une intervention en hauteur,	Toute zone	Restriction sans mise en place des protections collectives	Restriction sans mise en place des protections collectives

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Limitation des manutentions manuelles

Depuis les dispositions entrées en vigueur le 01/01/1993, la réglementation ne se borne plus à fixer des limites chiffrées de port des charges (55 kg), mais oriente les principes de prévention liés à la manutention manuelle, à savoir :

- On doit prioritairement éviter le recours à la manutention manuelle
- si le recours à la manutention manuelle ne peut être évité, on doit chercher à limiter l'effort physique et à réduire au maximum les risques encourus par les opérateurs.

Évaluer les risques :

- Poids de la charge
- Effort physique requis, caractéristiques du milieu de travail, fréquence, distances et durées des manutentions.

Organiser les postes de travail :

- Dans le P.P.S.P.S., prévoir par exemple, les méthodes d'approvisionnement et les techniques de travail.
- En fournissant des aides mécaniques ou, à défaut, des accessoires de prévention

Informers les opérateurs :

- Centre de gravité de la charge
- Risques encourus lorsqu'il y a mauvaise manœuvre
- Le poids de la charge ne doit pas dépasser 55 kg de manière habituelle

Former les opérateurs :

- Gestes et postures
- Protections individuelles

Suivant les phases de travaux, l'absence de grue sur le chantier ne devra, en aucun cas, générer des manutentions manuelles contraires à la loi. Les camions de livraison devront être auto-déchargeables. Des engins mécaniques devront être prévus pour distribuer matériels et matériaux.

D'autre part, il est rappelé aux entreprises que l'accès aux zones de stockage près du chantier présente des difficultés pour les véhicules longs. Si besoin est, les entreprises s'équiperont d'engins mécaniques de manutention (transpalettes, diables etc. ...) afin d'éviter toute manutention manuelle excessive.

Fractionnement des charges

Le port manuel des charges ne peut être totalement éliminé du poste de livraison au reste du travail. Les matériaux seront distribués niveau par niveau le moins loin des aires d'exploitation par différentes répartitions sur le plateau. Les aides mécaniques seront à définir au cas par cas, en tenant compte des

réalités des avancements de chantier. Des accessoires spécifiques seront adaptés à la nature des manipulations. La généralisation du regroupement des charges sous forme de colis est à adopter systématiquement pour le chantier.

Dispositions générales :

Le prêt d'équipement de levage, nécessitera l'accord préalable du coordonnateur SPS ainsi qu'une vérification de la tenue et de la résistance des supports sur lequel il est mis en place, par un organisme agréé

Limitation des manutentions manuelles

Depuis les dispositions entrées en vigueur le 01/01/1993, la réglementation ne se borne plus à fixer des limites chiffrées de port des charges

(55 kg), mais oriente les principes de prévention liés à la manutention manuelle, à savoir :

- on doit prioritairement éviter le recours à la manutention manuelle
- si le recours à la manutention manuelle ne peut être évité, on doit chercher à limiter l'effort physique et à réduire au maximum les risques encourus par les opérateurs.

Évaluer les risques :

- Poids de la charge
- Effort physique requis, caractéristiques du milieu de travail, fréquence, distances et durées des manutentions.

Organiser les postes de travail :

- Dans le P.P.S.P.S., prévoir par exemple, les méthodes d'approvisionnement et les techniques de travail.
- En fournissant des aides mécaniques ou, à défaut, des accessoires de prévention

Informers les opérateurs :

- Centre de gravité de la charge
- Risques encourus lorsqu'il y a mauvaise manœuvre
- Le poids de la charge ne doit pas dépasser 55 kg de manière habituelle

Former les opérateurs :

- Gestes et postures
- Protections individuelles

Suivant les phases de travaux, l'absence de grue sur le chantier ne devra, en aucun cas, générer des manutentions manuelles contraires à la loi. Les camions de livraison devront être auto-déchargeables. Des engins mécaniques devront être prévus pour distribuer matériels et matériaux.

D'autre part, il est rappelé aux entreprises que l'accès aux zones de stockage près du chantier présente des difficultés pour les véhicules longs. Si besoin est, les entreprises s'équiperont d'engins mécaniques de manutention (transpalettes, diables etc. ...) afin d'éviter toute manutention manuelle excessive.

Fractionnement des charges

Le port manuel des charges ne peut être totalement éliminé du poste de livraison au reste du travail. Les matériaux seront distribués niveau par niveau le moins loin des aires d'exploitation par différentes répartitions sur le plateau. Les aides mécaniques seront à définir au cas par cas, en tenant compte des réalités des avancements de chantier. Des accessoires spécifiques seront adaptés à la nature des manipulations. La généralisation du regroupement des charges sous forme de colis est à adopter systématiquement pour le chantier.

Dispositions générales :

Le prêt d'équipement de levage, nécessitera l'accord préalable du coordonnateur SPS ainsi qu'une vérification de la tenue et de la résistance des supports sur lequel il est mis en place, par un organisme agréé.

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Grue automotrice	A définir sur PIC	Lot 2 et 3	Lot 2 et 3	Mise en place de chef de manoeuvre et de moyens de communication radio obligatoire.
Lift/ascenseur/monte-charge	Ascenseurs existants : De par et d'autre du bâtiment. Accès sous validation MOA/MOE	MOA Protection de chantier à mettre en place au préalable	TCE	Respect des charges et des prescriptions locales
Monte matériaux	A définir sur PIC	A définir	TCE	Affichage systématique de la charge admissible.
Treuil électrique	A définir sur PIC	Lot 1	Lot 2	Attention, réunion d'adéquation si mise en place sur échafaudage ou acrotère. Affichage de capacité de levage.
Camion auto-déchargeable	Zone de déchargement et livraison.	TCE	TCE sous contrainte des CACES afférent et autorisation de conduite.	Présence systématique d'un encadrant de l'entreprise demandeuse ou utilisatrice.

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareaux commandement de manoeuvre
Chariot élévateur	Zone de déchargement et livraison.	A définir	TCE sous contrainte des CACES afférent et autorisation de conduite.	Présence systématique d'un encadrant de l'entreprise demandeuse ou utilisatrice.
Transpalette/chariot	Toute zone	TCE	TCE	/.
Autres moyens	Sapine d'accès dotée d'une plateforme escamotable et d'un treuil.	Lot 1	Lot 1/2	Affichage systématique de la charge admissible.

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

Sans objet à ce jour

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Sans objet.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Suivant les phases de travaux, l'absence de grue sur le chantier ne devra, en aucun cas, générer des manutentions manuelles contraires à la loi. Les camions de livraison devront être auto-déchargeables. Des engins mécaniques devront être prévus pour distribuer matériels et matériaux.

D'autre part, il est rappelé aux entreprises que l'accès aux zones de stockage près du chantier présente des difficultés pour les véhicules longs. Si besoin est, les entreprises s'équiperont d'engins mécaniques de manutention (transpalettes, diables etc ...) afin d'éviter toute manutention manuelle excessive.

Fractionnement des charges

Le port manuel des charges ne peut être totalement éliminé du poste de livraison au reste du travail.

Les matériaux seront distribués niveau par niveau le moins loin des aires d'exploitation par différentes répartitions sur le plateau.

Les aides mécaniques seront à définir au cas par cas, en tenant compte des réalités des avancements de chantier.

Des accessoires spécifiques seront adaptés à la nature des manipulations.

La généralisation du regroupement des charges sous forme de colis est à adopter systématiquement pour le chantier.

Mesures de prévention

L'entreprise est tenue de respecter les dispositions contenues dans le Décret N°93-41 du 11 janvier 1993 et les arrêtés d'application des 1er mars, 2 mars et 3 mars 2004 (arrêté du 9 Juin 1993 jusqu'au 31 mars 2005). Elle est également tenue de respecter les dispositions contenues dans les décrets N° 98-1084 du 2 décembre 1998, N° 2002-1404 du 3 décembre 2002 et N° 2004-924 du 1er septembre 2004 (avec abrogation d'articles du Décret du 8 janvier 1965).

Vérification des engins

- Rapport de vérification d'un bureau de contrôle après la mise en œuvre sur site.
- Vérifications périodiques suivant Code du Travail
- Vérifications journalières suivant Code du Travail

- Monte-charge, nacelle, ascenseurs, examen journalier des dispositifs antichute et anti-cisaillement.
- Vérification tous les 6 mois des câbles et chaîne de levage ou après chaque incident.
- Vérification tous les 12 mois des organes de sécurité ou après chaque incident.
- Vérification après incident, accident ou défaillance.
- Retrait des matériels défectueux.
- Tenu à jour du Registre de Sécurité et du Registre d'Observation et à conserver sur le chantier.

Stabilité des supports et solidité- Etude par BET spécialisé

- Note de calcul à faire vérifier par organisme agréé type Bureau de Contrôle.

Limitations des interférencesSystème pour éviter toute interférence au niveau des grues à prévoir

Le survol en charge des voies de circulation et des zones de travail avec présence de personnel est interdit.

Contreventement des échafaudages.

Note de calcul des équipements type échafaudages

Fixation des échafaudages à définir.

Mise en place suivant plan d'installation avec personnel formé.

Respect des recommandations R408 (CRAM)

Levage et manutention

- Abonnement impératif au près du service météo et mise en place d'anémomètres.
- Respect des limitations de charge indiqué sur l'appareil de levage.
- Afin d'éviter tous heurts amenant à un renversement d'engin de levage les grues devront être munies de limiteur d'évolution.
- Le conducteur d'un engin de levage doit toujours avoir une vue directe sur la zone d'évolution de la charge qu'il transporte.
- Interdiction de levage et d'évolution au-dessus de personne. Zone d'évolution à matérialiser par l'entreprise utilisatrice de l'équipement.
- Dans le cas de traversé d'une charge au-dessus d'une voie de circulation, des mesures seront prises par l'entreprise utilisatrice de l'engin de levage : mise en place d'un homme trafic arrêtant ponctuellement la circulation des véhicules.
- Les salariés conducteurs d'engins devront tous être titulaires du CACES correspondant.

Prévention des renversements :

Pour les grues automotrices prévoir calage et stabilité des vérins. Préalablement s'assurer de la résistance du sol (voir le rapport de sol). Aucun stationnement de grue automotrice en bord de fouille.

En préalable à toute installation de matériel de levage une analyse de risque sera formalisée par l'entreprise et transmise au CSPS et MOE pour validation et présentée à la MOA

Registre de contrôle

Les registres de contrôle des appareils de levage devront être tenus à jour et présentés à la demande des Organismes Officiels de Prévention, en particulier, au moment de leur introduction sur le chantier (arrêté du 9 juin 1993).

Interactivités

Il est expressément convenu que le Lot (A définir) est tenue de mettre à disposition de toutes les autres entreprises qui lui en feraient la demande, sa grue pendant toute la durée de présence de cette grue sur le chantier, un accord sera établi avec les entreprises concernées.

Il est rappelé que :

Lorsqu'une entreprise met des matériels à la disposition d'une autre entreprise, ils doivent être en bon état et conformes à la réglementation en vigueur (décret du 29 mars 1979).

La mise à disposition de la grue aux autres corps d'état devra faire l'objet d'un accord préalable auprès du Lot (A définir) et n'être autorisée que si la conduite de ces appareils de levage est exclusivement confiée au conducteur habilité et autorisé par le Lot (A définir). Les appareils de levage nécessaires à la manutention seront fournis par l'entreprise utilisatrice qui assurera la direction de la manœuvre par une personne dûment habilitée par elle.

Les entreprises utilisatrices de grues mobiles devront d'une part le spécifier dans leur PPSPS et d'autre part préciser l'ensemble des modalités complémentaires d'utilisation des grues mobiles définies avec le coordonnateur SPS lors de l'inspection commune. En préalable à la RIC une analyse des risques spécifiques aux opérations de levage devra être formalisée et transmise au CSPS pour validation et présentée à la MOA

L'entreprise devra s'assurer que les grutiers ont bien pris en compte les consignes relatives à la manutention des charges et que les fiches d'adéquation de levage sont correctement remplies et signées par le chef de manœuvre .

En application du Décret n° 12-958 du 03/09/92, les entreprises devront prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats et notamment les équipements mécaniques afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Engins de levage

Conformément à la réglementation « Arrêté du 02 Mars 2004 », les appareils de levage devront posséder sur le chantier un carnet d'entretien et registre de contrôle et avoir été vérifiés par les soins d'un Organisme habilité, préalablement à leur mise en service. Une copie de ces certificats sera systématiquement adressée au coordonnateur SPS ainsi que toutes les mises à jour qui auraient lieu pendant la durée des travaux. Chaque entreprise sera responsable de ses propres engins de manutention. Chaque engin présent sur le chantier doit porter de façon ostentatoire le nom de l'entreprise propriétaire.

Ces engins seront équipés d'appareils de levage conformes, en bon état et vérifiés. Les élingues seront neuves, d'origine ou dûment révisés (Copie du certificat de contrôle à transmettre au Coordonnateur SPS).

b) Registre de contrôle

Les registres de contrôle des appareils de levage devront être tenus à jour et présentés à la demande des Organismes Officiels de Prévention, en particulier, au moment de leur introduction sur le chantier (arrêté du 9 juin 1993).

Interactivités

Il est expressément convenu qu'en cas d'utilisation commune d'une grue mobile, pendant toute la durée de présence de cette grue sur le chantier, un protocole d'accord sera établi avec les entreprises sous-traitantes concernées.

Lorsqu'une entreprise met des matériels à la disposition d'une autre entreprise, ils doivent être en bon état et conformes à la réglementation en vigueur (décret du 29 mars 1979).

La mise à disposition de la grue mobile entre corps d'état devra faire l'objet d'un accord préalable écrit et n'être autorisée que si la conduite de ces appareils de levage est exclusivement confiée au conducteur habituel. Tous les appareils de levage nécessaires à la manutention seront fournis par l'entreprise utilisatrice qui assurera la direction de la manœuvre par une personne dûment habilitée par l'entreprise utilisatrice et agréée par le l'employeur.

Les entreprises utilisatrices de la grue devront d'une part le spécifier dans leur PPS et d'autre part préciser l'ensemble des modalités complémentaires d'utilisation de la grue définies avec le coordonnateur SPS. Lors de réunion d'inspection commune une analyse des risques spécifiques aux opérations de levage devra être transmise à la Maîtrise d'Œuvre, au CSPS pour validation et présentée à la MOA

Manutentions

Les entreprises limiteront au strict minimum les manutentions manuelles ainsi que les charges à manipuler par les ouvriers. La charge par ouvrier sera limitée à 25 kg.

Les charges seront conditionnées de préférence en palettes, containers ou fardeaux assemblés.

a) Phase gros œuvre :

Le Gros-Œuvre aura à sa charge l'installation d'engins de levage propre au conditionnement et au volume de ses manutentions. Les conditions d'installation seront définies en accord avec le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Aires de chargement et de déchargement

Elles figurent systématiquement sur le plan d'installation de chantier et seront évolutives suivant l'avancement du chantier. Ces aires et leurs voies d'accès seront délimitées à l'aide de matériels (garde-corps, palissades), maintenues en bon état pendant toute la durée du chantier. Une séparation physique sera mise en place afin qu'aucun cheminement piétons ne soit possible dans la zone de déchargement et chargement du chantier. Le nécessaire sera fait afin que l'on évite les marches arrière pour effectuer les déchargements et chargements véhicules.

Interférences entre grues

Dans le cas où plusieurs appareils de levage feraient l'objet d'une activité dans le même planning, les utilisateurs mettront en œuvre les dispositifs nécessaires à l'anticollision validés par le SPS et Maîtrise d'œuvre d'exécution. Un protocole sera établi avec les divers installateurs concernant les systèmes d'interférences et de communications entre conducteurs. Un plan détaillé de l'ensemble des grues desservant la globalité des opérations avec analyses des risques et mise en place des moyens de mitigation sera fourni à la Maîtrise d'œuvre d'exécution de chantier et au coordonnateur pour validation.

Conformément au code civil les charges ne pourront passer au-dessus des voies et terrains du domaine public tels que, écoles, crèches, jardins publics, hôpitaux, gare SNCF...des propriétés privées étrangères au chantier. Dans le cas d'absolue nécessité, l'entreprise fera son affaire des demandes d'autorisation de survol et vérifiera que les contraintes appliquées sont conformes à la réglementation de la localité. Dans le cadre du présent chantier, les charges ne pourront pas passer au-dessus des voies de circulation internes ou externe au site, des terrains extérieurs et des bâtiments contigus.

Outre les dispositions définies au Décret du 08/01/1965, Le Lot Lot (A définir) devra tenir compte des Recommandations de la CNAM adoptées le 15 novembre 1965 et de la R 406 du 04/06/98 relatives à la prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent.

Ces mesures viennent en complément de celles définies par les instructions et notices des constructeurs. L'entreprise aura à sa charge et sous sa responsabilité l'installation de l'appareil de levage.

L'introduction d'un engin mobile de levage sera soumise à la réalisation et à l'acceptation d'une étude d'interférence et des risques potentiels avec les autres moyens de levage. L'entreprise devra prévoir les appareils de levage adaptés aux charges à lever et aux manutentions à effectuer. Les élingues devront être neuves et vérifiées régulièrement. Les charges devront être dotées de points d'élingage adaptés à leur poids et à leur résistance. Ces points seront signalés par une marque de couleur. Le conditionnement des

colis livrés devra permettre la totalité de leur acheminement en sécurité depuis le camion jusqu'à la zone de mise en œuvre au pied de l'ouvrage. Pour ce faire ils doivent être conditionnés conformément aux règles de grutage si nécessaire.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Lot 1 pour les treuils et palans,

Lot 2 et 3 pour la grue.

Nota : Autres moyens

Tout entrepreneur doit le transport à pied d'œuvre et le stockage sur chantier de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux de son corps d'état et ce quelle que soit la distance. Le transport à pied d'œuvre comprend :- toutes manutentions, appareils de levage, coltinages nécessaires- tous emballages, protections et autres- toutes installations en cours de transport, de chargement et de déchargement.

Lot chargé de l'entretien

Lot 2 et 3.

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Produit Inflammable.	A définir selon les FDS	A définir sur le PIC	A définir selon les FDS	A définir selon les FDS
Produits Sous pressions.	Rack spécifique	A définir sur le PIC	Naturelle	Mise en place d'extincteurs adaptés
Solvant	En bidon Attention si ERP Maximum 1 litre	A définir sur le PIC	A définir selon les FDS	Mise en place d'extincteurs adaptés
Peinture. Colles.	A définir selon les FDS	A définir sur le PIC	A définir selon les FDS	A définir selon les FDS
Gaz	Bouteilles rangés et manutentionnée en racks.	A définir sur le PIC	A définir selon le type de gaz	Mise en place d'extincteurs adaptés
Carburants	Cuve à double peaux	A définir sur le PIC	Naturelle	Mise en place d'extincteurs adaptés

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Nettoyage des zones chantier (cheminements intérieurs et surfaces extérieures) : A la charge du lot 1

- Nettoyage hebdomadaire des zones chantier par le personnel de l'entreprise et à la charge de l'entreprise
:- nettoyage dans l'emprise des cheminements chantier à l'intérieur du bâtiment (cheminements communs) hors surfaces du sous-sol et hors surfaces d'intervention des autres lots pour travaux intérieurs au rez-de-chaussée et dans les étages- nettoyage dans l'emprise des zones d'organisation de chantier (emprises extérieures) : aire d'évacuation de gravats, d'approvisionnement et de stockage temporaire, emprises sous échafaudages, etc

Nettoyage des zones chantier : A la charge du lot 4

- Nettoyage hebdomadaire des zones chantier par le personnel de l'entreprise et à la charge de l'entreprise
:- nettoyage dans l'emprise des travaux d'aménagement du futur local PCU au sous-sol y compris aux abords.

Maintenance du site pendant les travaux pour le sous-sol : Un protocole d'accès des entreprises de maintenance du site qui devront pénétrer dans les emprises du chantier durant les travaux sera à mettre au point par le lot 4. Les dates d'intervention seront communiquées ultérieurement par le maître d'ouvrage.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Toute Zone	Nettoyage permanent à minima Journalier.	TCE pour ces interventions.	TCE
Translation au sol	Matériel de type benne sur roue, Transpalette, Chariots,	A disposition permanente	Chaque Intervenant	Chaque Intervenant

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Lors de la phase de préparation, devront être fournis par les Entreprises pour leurs différents travaux :

- Présentation des moyens de suivis :

- Coordonnées du responsable environnemental du chantier de L'Entreprise,
 - Coordonnées des correspondants environnement de chaque lot, (A compléter au fur et à mesure de la désignation des entreprises),
 - la fourniture d'un PPE (plan de prévention environnemental) par chaque entreprise,
 - Localisation des comptages (Eau, électricité),
 - Fiches de relevé ou tableau de suivi,
 - Suivi des déchets par typologie,
 - Mise en place d'un classeur sur site pour archiver les suivis ci-dessus ainsi que les compte rendus HQE,
 - Mise en place d'un classeur pour l'archivage des fiches entretien maintenance et les annexes (FDES, PEP, fiches produit, FDS ...),
 - Charte chantier signée,
 - Précisions concernant le tri des déchets :
- Cahier des charges du centre de gestion des déchets
Cahier des charges du transporteur

Gestion des déchets

Les entreprises seront tenues de se référer à tous les textes réglementaires et recommandations en vigueur.

Catégories de déchets de chantier

Les déchets de chantier se répartissent réglementairement suivant ces cinq catégories :

- Les Déchets Inertes (DI),
- Les Déchets Industriels Banals (DIB),
- Les Déchets Dangereux (DD),
- Les Déchets d'Emballages (DE),
- Les Ordures Ménagères (OM).

L'Entreprise du Lot (A définir) aura à sa charge toutes les manipulations, transports et évacuation vers une décharge de son choix.

Présence de bennes vides en fonction des déchets, rotation des changements et évacuation, à prévoir par l'Entreprise tout au long du chantier,

Les déchets devront être évacués quotidiennement que ce soit dans les zones chantier où les zones d'installation de chantier.

Tout au long du projet, chaque entreprise présente sur le chantier est responsable du devenir de ses déchets.

La responsabilité d'une entreprise peut être engagée lorsqu'un problème de pollution apparaît chez un récupérateur ou un exploitant d'installation de traitement / stockage dont l'origine est imputable au déchet en question. Cela est vérifié lorsqu'une entreprise :

- Confie un déchet sans informer explicitement le récupérateur de ses caractéristiques et de sa nocivité,
- Livre un déchet non conforme aux échantillons testés avant la transaction avec l'éliminateur.

L'entreprise en charge de la gestion des déchets devra fournir les informations sur l'entreprise d'enlèvement des déchets et le traitement des déchets (taux de valorisation de déchets).

Les interdictions sur le chantier

Les principales interdictions sont :

- L'abandon (article L.541-3 du Code de l'Environnement) sous couvert d'une cession à titre gratuit ou onéreux réprimandé par une amende 4 500 €,

- Le brûlage, notamment des déchets dangereux d'emballage et ménagers, et par conséquent, les feux de chantier (article L.541-25 du Code de l'environnement) avec une amende de 450€,
- Certains mélanges (et notamment ceux des déchets d'emballages pour lesquels s'applique une obligation de valorisation dans certains cas, cf. Décret n°94-609) de juillet 1994 ; et des déchets dangereux avec les autres déchets),
- L'interdiction d'enfouissement des déchets bruts depuis le 1er juillet 2002 (article L.541-24 du Code de l'Environnement) sanctionné par une amende qui peut s'élever à 75 000 € et la peine d'emprisonnement à 1 an.

Le SOSED comprendra à minima :

- les dispositions à appliquer afin de réduire les quantités de déchets produites,
- la liste des filières adaptées pour une valorisation optimale des déchets,
- un estimatif de la quantité de déchet produit fourni par typologie pour chaque lot,
- la sélection des prestataires en charge du traitement des déchets,
- la définition précise des déchets admissibles par filière d'élimination,
- les dispositions proposées pour la collecte finale (bennes, fûts...) et intermédiaire (conteneurs à roulettes, petites bennes, goulottes...),
- les agréments nécessaires pour le transport et la valorisation des déchets,
- les arrêtés et certificats d'autorisation ou d'acceptation des centres de tri, valorisation, élimination...

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

Tout Lot Intervenant sur ou en contiguïté sur des équipements ou matériaux susceptibles de contenir de l'amiante.

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Présence de plomb

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.5.

Lots concernés

Tout Lot Intervenant sur ou en contiguïté sur des matériaux susceptibles de contenir des concentrations de plomb supérieures au seuil réglementaire ou retenu.

Les ouvriers devront pouvoir bénéficier d'un suivi médical. Il est recommandé d'employer des salariés en CDI. Les déchets seront éliminés par enfouissement en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux), ou ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes).

3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.4 Travaux divers

Le niveau sonore engendré par les travaux ne devra pas dépasser le bruit de fond.

Le bruit de fond retenu étant le seuil de décibel audible habituellement de jour, dans des conditions normales en pied des bâtiments proche du chantier.

Des dispositions spécifiques contre le bruit du chantier et notamment lors de certain travaux devront être prises en particulier.

Celles-ci seront à définir conjointement avec la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre durant l'exécution selon les contraintes locales tolérées.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Suivant les interventions à effectuer	Lots émetteurs de point chaud ou flamme	Réalisation de permis feu, Mise en place de moyens d'extinction	Demande Permis feu au PCS
Flocage	A définir sur PIC	A Définir		
Application de produit toxique	A définir sur PIC	A Définir	A Définir	A Définir
Bruit	TCE			Site occupé : horaires de bruit à respecter.

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Pour répondre aux principes généraux de prévention il est impératif que les échafaudages doivent être mis en commun pour tous corps d'état. Une adaptation doit être prise en compte si nécessaire pour les travaux de couvertures.

Une réunion d'adéquation sera organisée par le CSPS et la Maîtrise d'Œuvre au démarrage du chantier en présence des différents intervenants utilisateurs.

Chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés,

Remarque : Pour la sécurité des travailleurs, les mesures de protection collectives seront prioritairement mises en œuvre autant que raisonnablement possible.

En d'autres termes, chaque entreprise ayant à intervenir sur un ouvrage considéré et quel que soit le titre auquel il intervient, devra s'assurer que les protections mises en place sont adaptées à ses travaux et suffisantes.

Si tel n'est pas le cas, cette entreprise aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel. Les nouvelles protections seront maintenues et entretenues par l'entreprise concernée aussi longtemps que nécessaire. Puis, après exécution de ses travaux, il appartiendra à l'entreprise et à ses frais, de rétablir les protections collectives initiales.

Les différents types de protection et leurs implantations seront soumis pour avis au Coordonnateur SPS et seront décrits dans le PPSPS des entreprises concernées.

La mise en place des protections définitives sera recherchée systématiquement pour retirer les protections provisoires.

Le retrait des protections collectives de chantier doit s'effectuer après la mise en place des protections définitives. Dans l'hypothèse où la pose de la protection définitive nécessiterait obligatoirement le retrait du garde-corps de protection collective, la sécurisation du personnel sera effectuée par protection individuelle, (intervention de moins d'une journée) et avec balisage explicite de la zone en cours de traitement. Cette dernière mesure de sécurité sera spécifiée dans les PPSPS.

Travaux ITE

La pose des éléments sera réalisée en protection des échafaudages

Le PPSPS des entreprises concernées, installatrice et/ou utilisatrices d'échafaudage décrira :

- Le phasage de mise en place de l'échafaudage et les moyens de sécurité assurés lors de son installation.
- La stabilité de l'ensemble à faire valider par un bureau de contrôle à la charge de l'entreprise utilisatrice.
- Les consignes de conduite de l'échafaudage et de son utilisation en poste de travail.
- Les conditions d'entretien de l'équipement et ses systèmes de sécurité et de secours.
- Les moyens d'approvisionnement des matériaux jusqu'aux postes de travail.

Lors de la pose des éléments de façade, les garde-corps des échafaudages seront maintenus en place.

En cas d'impossibilité, le PPSPS devra prévoir la mise en place, par les entreprises du présent lot, d'une protection collective au moins équivalente.

- Les zones au sol situées sous l'échafaudage en poste de travail seront neutralisées par tout balisage de périmètre de sécurité interdisant la circulation des personnes ou le travail en superposition.

Lots techniques :

En cas de soudure, oxycoupage ou tous travaux par point chaud, mise en place par l'entreprise d'extincteurs adaptés à chaque poste de travail utilisant des appareils à feu nu.

Pour tous les postes de travail à plus de 3 mètres de hauteur, utilisation d'échafaudages roulants stabilisés conformes à la réglementation en vigueur. Mise en place d'un balisage périmètre de sécurité interdisant la circulation des autres personnes ou le travail en superposition.

Le PPSPS décrira les conditions d'approvisionnement des matériels lourds situés en terrasse technique ainsi qu'en plénum.

L'ouverture des trémies en plancher se fera uniquement à l'avancement des travaux des lots techniques. Les lots techniques devront assurer les protections intermédiaires des trémies à l'avancement de leurs travaux.

Les trémies des lots techniques en dallage seront obturées par treillis soudés, platelage bois, pré-bouchement (à la charge des lots plomberie et CVC), ou tout autre système équivalent selon leurs dimensions. Les platelages seront emboîtés dans les planchers par l'intermédiaire d'une feuillure (à la charge du lot Gros-Œuvre) afin de ne pas dépasser au-dessus de la dalle. Les grandes trémies de gaines techniques devront être protégées par un garde-corps tubulaire avec plinthe.

Toute gaine métallique sortant d'une trémie doit dépasser d'un mètre minimum au-dessus du niveau du plancher et être protégée en tête par un capuchon ou platelage solidement fixé.

Maintien des protections collectives lors des interventions en terrasse.

Tous les travaux de câblage et de raccordement électrique doivent être réalisés hors tension. Pour toute intervention dans un local électrique sous tension une habilitation électrique suivant l'UTE C18-510 est Obligatoire.

Les travaux d'essais et de mise sous tension ne peuvent être confiés qu'à du personnel hautement qualifié et habilité.

Les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre (notamment les conditions d'hygiène et de sécurité à la pose) fournies par le fabricant seront joints au PPSPS.

Pour tous les lots et particulièrement les travaux de Serrurerie/Métallerie

Coordination avec les lots revêtements de façade, menuiseries extérieures et l'entreprise générale pour les protections collectives.

Dans le cas où les garde-corps définitifs ne peuvent être posés à l'avancement, mise en place de protections provisoires « potelets pinces + lisse et sous lisse en périmètres des zones de travaux »

Levage et manutentions, l'introduction d'un engin mobile de levage sera soumise à la réalisation et à l'acceptation d'une étude de stabilité et d'une vérification d'interférence avec les autres moyens de levage. L'entreprise devra prévoir les appareils de levage adaptés aux charges à lever et aux manutentions à effectuer. Les élingues devront être neuves et vérifiées régulièrement. Les charges devront être dotées de points d'élingage adaptés à leur poids et à leur résistance. Une étude spécifique aux opérations de levage, d'entreposage et de manutention sera exigée lors de la réunion d'inspection commune et jointe PPSPS

En cas de soudure oxycoupage ou tous travaux par point chaud, la mise en place d'un extincteur par l'entreprise est obligatoire à chaque poste de travail utilisant des appareils à feu nu.

Les zones au sol situées sous la ou les échafaudages en poste de travail seront neutralisées par tout balisage de périmètre de sécurité interdisant la circulation des personnes ou le travail en superposition.

Pour tous les postes de travail en hauteur, utilisation d'échafaudages roulants stabilisés conformes à la réglementation en vigueur. A plus de 3 mètres de hauteur, mise en place d'un balisage périmètre de sécurité interdisant la circulation des autres personnes ou le travail en superposition.

Lots de finition :

Les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre (notamment les conditions d'hygiène et de sécurité à la pose) fournies par le fabricant seront joints au PPSPS.

Favoriser l'utilisation de peintures sans solvant, assurer dans le cas contraire une ventilation des locaux. En cas de travaux confinés, utilisation d'une ventilation mécanique forcée par amenée d'air neuf au poste de travail.

Les entreprises doivent mettre à disposition de leur personnel ainsi qu'aux travailleurs temporaires qu'ils emploient des : exposés aux vapeurs et poussières, les protections individuelles ci-après et leur faire porter, suivant leur activité spécifique :

- vêtements de protection (combinaisons adaptées),
- gants en caoutchouc, cagoule, scaphandre...
- masques anti-poussière P3, ou à cartouche, ou ventilation assistée, suivant leur activité spécifique et le degré de dangerosité des produits utilisés suivant préconisation du fabricant.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Trémie petite dimension	Protections collectives par plaque fixe ou métal déployé noyé, par système de type "Bone".	Lot 3 et 4	Lot 3 et 4
Trémie grande dimension	Protections collectives par garde-corps	A définir	A définir
Châssis en façade sur allège < 1m	Présence d'échafaudage en façade (Attention, positionnement à valider avec le Lot Menuiserie Extérieure).	Lot 1	Lot 1 puis 2
Châssis en façade toute hauteur d'étage	Présence d'échafaudage en façade (Attention, positionnement à valider avec le Lot Menuiserie Extérieure).	Lot 1	Lot 1 puis 2

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Dispositions générales : Il sera demandé pour chaque lot un chiffrage spécifique concernant la sécurité et notamment les équipements collectifs et individuels prévu ainsi qu'un mémoire explicatif de mise en œuvre. Néanmoins nous insistons sur le fait qu'il faut privilégier les équipements collectifs afin de répondre aux Principes Généraux de Prévention.

Échafaudages Quelle que soit la hauteur de travail, l'utilisation d'échelles et d'escabeaux comme poste de travail est proscrite.

Échafaudages de pieds L'installation des échafaudages sera du ressort de l'entreprise utilisatrice qui en fera assurer le montage et démontage par un louageur employant du personnel qualifié et compétent (Art R.4323-69 du CT) et le maintiendra en bon état et en conformité avec la réglementation en vigueur suivant la Recommandation CNAMTS - R 408 du 10/06/04.

Les monteurs devront disposer de la notice du fabricant et du plan de montage réalisé par le louageur (Art R.4323 70 CT).

Les échafaudages seront montés par du personnel habilité et formé suivant les recommandations des fiches OPPBTP N° B2-F 0389, 0489, 0589 et préconisations du Fabricant pour un modèle homologué. Avant utilisation ils devront être vérifiés par des personnels habilités et formés.

Ils comporteront les moyens d'accès, les protections contre les chutes d'objets ou de personnel (plinthes, lisses intermédiaires et hautes, avec échelles fixes et trappes intérieures).

Si les échafaudages comportent un bâchage, ils seront maintenus à la façade avec un ancrage tous les 12 m². La vérification de la solidité des ancrages sera à la charge du louageur.

Ils seront implantés sur un sol stable ou stabilisé. Les études de montage et de stabilité seront à la charge du louageur.

L'entreprise utilisatrice définira les zones où seront implantés les échafaudages en concertation avec le louageur. Elle devra s'assurer avant montage des échafaudages, de l'accessibilité et du dégagement de tout obstacle sur les zones en question.

Lors des phases de montage des éléments d'échafaudages, le personnel travaillant en hauteur devra obligatoirement porter le harnais de sécurité lors des déplacements sur les plateaux s'ils ne sont pas protégés par des garde-corps.

Les zones d'échafaudages en cours de montage devront être balisées au sol, interdisant le passage d'autres salariés sous les charges en mouvement. Le balisage sera à la charge du monteur.

Les entreprises désirant utiliser les échafaudages ne pourront le faire qu'en se conformant aux Règles d'utilisation édictées par le louageur et en ne modifiant, en aucun cas, les installations mises en place. Un PV de réception des installations de montage devra être signé entre le louageur et l'entreprise utilisatrice.

Une réunion d'adéquation sera réalisée pour la prise en compte des besoins des différents intervenants et utilisateurs, et un protocole de mise à disposition mis en place avant utilisation.

Le lot 1 a à sa charge la fourniture et la pose d'alarmes sur les échafaudages mis en place pour la réalisation des travaux.

Localisation- Alarmes anti-intrusion à prévoir sur l'ensemble de l'échafaudage de pieds implanté au droit de la façade rue Pouchet y compris en partie haute.- Alarmes anti-intrusion à prévoir uniquement en partie haute des échafaudages du patio.

A prévoir également sur l'échafaudage sur la rue berzelius si l'option ITE est levée.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
-------------	--------------	---------------	--------------------------------	------------------------------	-------------

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied	En périphérie du Bâtiment selon les travaux ITE (Échafaudage de pied à montage et démontage en sécurité avec trémies d'accès intérieure, échelle, recettes, barrière éclose pour les zones d'approvisionnements)	Selon planning	Lot 1	Lot 1	Lot 1, 2
Passerelles périphériques et échafaudage	En périphérie du Bâtiment et patios besoin.	Selon planning	Lot 1	Lot 1	Lot 1, 2
Nacelles bi-mâts	En pied de façade	Selon planning	Lot 2	Lot 2	Lot 2
Echafaudage intérieur	En fonction des besoins.	A définir	Lot 3, 4 et 5	Lot 3, 4 et 5	Lot 3, 4 et 5
Engin manutention aérien	Grue Mobile Lève matériaux	A définir	Lot 1, 2	Lot 1, 2	Lot 1, 2
Engin manutention au sol	Chariot Elévateur Gerbeur	A définir	Chaque Entreprises utilisatrice	Chaque Entreprises utilisatrice	Chaque Entreprises utilisatrice

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

L'ensemble des installations électrique provisoire de chantier feront l'objet d'un contrôle par un organisme agréé, conformément aux dispositions du Décret du 14 Novembre 1988.

Ces vérifications et mesures devront faire l'objet d'un rapport établi suivant les instructions réglementaires par un technicien compétent, instruit des problèmes de sécurité électriques des chantiers.

De plus ce contrôle se devra d'être notifiée dans un P.V. joint au compte-rendu de chantier.

La date de chaque vérification devra être portée au registre de sécurité, ainsi que le nom et la qualité de la personne qui l'a effectuée.

Le coordonnateur avise l'entreprise de la défaillance ou de la non application d'une mesure.

En cas de non-respect de la demande du coordonnateur SPS celui-ci avise le Maître d'Ouvrage de la défaillance ou de la non application d'une mesure par l'entreprise.

Une réunion est réalisée entre les différentes parties concernées afin d'analyser la ou les défaillances et le ou les responsables de cette défaillance.

Un accord est trouvé à l'issue de cette réunion.

En cas de non accord entre les parties, le Maître d'Ouvrage reste seul décideur

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Depuis le point défini par le CNRS	Préalablement au démarrage du chantier.	Lot 1	Lot 1
Armoire générale	A définir sur PIC	Préalablement au démarrage du chantier.	Lot 1, 4	Lot 1, 4
Alimentation cantonnement	Depuis une armoire divisionnaire	Dès la mise en fonctionnement de la Base vie	Lot 1	Lot 1
Eclairage circulation verticale	Depuis une armoire divisionnaire Séparé permettant de limité la mise en obscurité.	Dès le démarrage des travaux, évolution à prévoir en fonction de l'évolution des travaux	Lot 1, 4	Lot 1, 4
Eclairage circulation horizontale	Depuis une armoire divisionnaire Séparé permettant de limité la mise en obscurité.	Dès le démarrage des travaux, évolution à prévoir en fonction de l'évolution des travaux	Lot 1, 4	Lot 1, 4
Eclairage de secours	BAES à chaque changement de direction et sortie.	Dès le démarrage des travaux, évolution à prévoir en fonction de l'évolution des travaux	Lot 1, 4	Lot 1, 4
Eclairage poste de travail	Projecteurs Leds étanches + protection mécanique	A la prise de chaque poste.	Amplification par chaque entreprise Intervenant	Chaque entreprise Intervenant

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Généralités :

Il convient d'éviter au maximum les superpositions de tâches.

Sur le principe, en plus des protections collectives à installer sur le chantier, toute activité d'entreprise située au niveau supérieur devra faire l'objet par celle-ci de protection adéquate pour les entreprises des niveaux inférieurs.

Décalages d'intervention (travaux superposés, protections collectives) :

Lots et zones concernés : Lots 1 et 2 Interfaces en façades

Mesures prises : Etude avec Maîtrise d'Œuvre et Entreprise pour synchroniser les actions et éviter le plus possible les co-activités.

Toutes zones, la coactivité sera à indiquer et mentionner lors des réunion de chantier.

Les superpositions de tâche sur la hauteurs seront à proscrire.

En cas de travaux superposés, l'entreprise située en partie supérieure devra prendre les mesures de protection adaptées, balisages ou autres, pour éviter tout accident, chute d'objet, de matériel de matériaux etc.... en contrebas.

Durant les visites d'Inspections Communes avec les entreprises analyse des méthodes d'interventions envisagées par celles-ci.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
I.T.E. - Ravalement et Menuiseries extérieures – Protections solaires - Métallerie	Lot 2 si intervention encore du lot 1	Pas de coactivité	Aucune Coactivité	Lots 1 et 2

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Travaux de désamiantage Voir Paragraphe spécifique.

Travaux de Déplombage Voir paragraphe spécifique

Travaux de curage et Dépose d'équipements L'ensemble du bâtiment, ou selon la possibilité l'étage ou la zone d'intervention en travaux devra être consigné en terme de fluide, énergies et circulation, et ce avant intervention.

Les méthodes de dépose sont laissées à l'appréciation de l'entrepreneur qui adoptera les dispositions qui lui conviennent. Il est toutefois formellement spécifié que les méthodes de dépose devront rester dans le cadre de la réglementation et des instructions qui lui seront données par les services compétents et le Maître d'Œuvre.

Pour ces différents travaux une méthodologie sera à prévoir et à transmettre avant démarrage. L'entrepreneur devra lors de ce choix, tenir compte qu'il devra assurer dans tous les cas : 1. la sécurité de son personnel et la sécurité du public, 2. la protection des ouvrages et constructions conservés contigus ou situés à proximité, 3. l'étanchéité des constructions contiguës. 4. La conservation de la Fluidité des évacuations de secours

L'analyse des bâtiments existants conduit l'entreprise à préconiser des mesures de protections spécifiques des occupants, des riverains et des installations techniques extérieures vis-à-vis des risques engendrés par : Les chutes de gravats

La poussière Les vibrations transmises par les planchers Le bruit des engins ou outillages.

Coupures des branchements Il appartiendra à L'Entreprise du Lot de prendre contact en temps voulu avec les services techniques des concessionnaires concernés pour s'assurer que toutes les dispositions ont été prises en ce qui concerne les démontages ou coupures des branchements eau, électricité, gaz, téléphone ou autres.

Responsabilité de l'entrepreneur L'entrepreneur demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations ou par d'autres causes, sur le chantier ou à des tiers, moyennant,

voisinage, voiries, réseaux publics, etc...Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation.En aucun cas, le Maître de l'Ouvrage ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et survenus à des tiers.

Obligations de l'entrepreneurL'entrepreneur devra prendre contact en temps utile avec les services compétents et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution de ces travaux de démolition.Toutes mesures devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers.

Prescriptions d'exécutionL'entrepreneur devra prévoir les échafaudages, planchers et barrières de garantie etc... ainsi que tous les étalements, étrésillonnements, etc... qui s'avèreront nécessaires pour l'exécution des travaux.Il sera formellement interdit de brûler sur place des bois ou autres matériaux combustibles en provenance du curage ou dépose.En fin de travaux, l'ensemble du chantier sera livré propre et débarrassé de tous les matériaux.Il est bien entendu que l'entrepreneur sera tenu à la réparation et la remise en état sans indemnité de tous les dommages causés par le fait de ses travaux.

PoussièresContre le risque d'inhalationPour limiter l'émission de poussières au niveau le plus bas possible, il faut :Travailler par voie humide (arrosage, humidification)Travailler en vase clos (appareils hermétiques, boîtes à gant)Recourir à des procédures d'ouverture des sacs ou de déchargement des véhicules évitant la disséminationUtiliser un aspirateur industriel équipé d'un filtre de haute efficacité (interdire le recours à la soufflette pour chasser la poussière)

Protection collective :Les poussières qui ne peuvent être éliminées doivent être captées au plus près de leur source d'émission avec un dispositif d'aspiration approprié à la nature des polluants, et conforme aux principes généraux de ventilation ;Les installations doivent être maintenues en bon état de fonctionnement et contrôlées périodiquement.

Protection individuelle :Lorsque l'utilisation de protections collectives est impossible ou insuffisante, les opérateurs doivent être équipés de protections individuelles et notamment de masques respiratoires dotés de filtres appropriés.

Contre le risque d'explosionNettoyer régulièrement les structures (charpentes métalliques...), tuyauteries (intérieur des parois...) en évitant de créer des nuages.Prendre des mesures empêchant la mise en suspension des poussières (mouillage).

Installation d'évents sur les canalisations (orifices initialement obturés qui permettent de libérer la pression des gaz en cas d'explosion et donc d'en limiter les effets).

Travaux en hauteurRISQUE TRAVAIL EN HAUTEUR

Les escabeaux et échelles sont proscrits sur un chantier.

L'utilisation de Plates Formes Individuelles Roulantes (P.I.R.) est la règle.

Cette précision doit impérativement apparaître au PPSPS. (un accès non conforme mais présentant un risque faible et non répétitif est une décision ponctuelle de l'encadrement de chantier, mais ne peut pas s'inscrire comme une consigne de sécurité).

Il sera systématiquement procédé à un arrêt des postes de travail non réglementaire.

TRAVAUX DE GRANDE HAUTEUR (+3 M)Lots concernés : Lots 1 et 2

Localisation : Façades

- Conditions d'intervention :

Avant toutes interventions, les entreprises transmettront et feront valider les Modes Opératoires de réalisation des travaux. Les protections collectives devront systématiquement être recherchées avant l'utilisation des EPI.

Lorsque le plan de travail n'est pas muni de garde-corps permanents, des protections collectives temporaires peuvent être installées à sa périphérie avant les interventions (article R. 4323-58 du Code du travail) : garde-corps provisoires ou dispositifs de recueil souples.

À défaut de disposer d'un plan de travail permanent sécurisé, des équipements (assurant une protection collective) pour l'accès et le travail en hauteur doivent être utilisés. Ces équipements sont de deux grands types :

- équipements non mécanisés : plates-formes individuelles, échafaudages roulants et échafaudages de pied,
- équipements mécanisés : plates-formes élévatrices mobiles de personnel, plates-formes sur mâts, plates-formes suspendues.

Garde-corps provisoires de chantier

Ils constituent le dispositif de protection collective le plus utilisé pour la protection de rives de dalles, de plancher en général ou encore de rives de toitures en pente en cours de travaux. Leur hauteur est comprise entre 1 m et 1,10 m par rapport à la surface de travail. La lisse supérieure rigide sert éventuellement de main courante.

Les matériels pour usage général font l'objet d'une norme (NF EN 13374). Celle-ci distingue trois classes de garde-corps (A, B et C), selon l'angle que forme la surface du plan d'évolution avec l'horizontale, ce qui conduit à des conceptions sensiblement différentes.

Une autre norme (NF P 93-355) spécifie les protections réservées aux travaux d'étanchéité de toitures terrasses (pente inférieure à 10°). Ces protections comportent des potelets, une lisse haute et un remplissage intermédiaire par filet.

Dispositifs de recueil souples

Ce sont en fait des dispositifs d'arrêt de chutes qui sont considérés comme des protections collectives dans le Code du travail. Ils regroupent essentiellement les filets en grandes nappes et les filets sur consoles. Ils sont adaptés aux situations dans lesquelles il n'est pas possible d'empêcher la chute par la mise en place d'un garde-corps.

Ils doivent être mis en œuvre au plus près du niveau de travail pour limiter la hauteur de chute, qui ne doit en aucun cas excéder 3 m, et assurer l'absence de choc avec le sol ou un obstacle avant l'arrêt de la chute. Les conditions de mise en œuvre de ces dispositifs sont précisées dans une norme (NF EN 1263-2). Une recommandation de la CNAMTS (R 446) complète les informations à connaître pour l'utilisation et l'installation des filets en grandes nappes.

La mise en place du filet de sécurité est une phase délicate qui doit être analysée avant le choix de l'équipement. Elle nécessite généralement une intervention en hauteur en dessous du plan de travail.

Plates-formes individuelles roulantes

Ces plates-formes sont des matériels auto stables dont le plancher de travail est situé à 2,50 m du sol, destinés à n'être utilisés que par un seul opérateur. Elles sont qualifiées de « légères » (PIRL) lorsque leur masse est inférieure à 50 kg et que la hauteur du plancher de travail n'excède pas 1,50 m.

Échafaudages roulants Ce sont des matériels en éléments préfabriqués, auto stables, permettant des travaux en parois verticales ou en « plafond » à des hauteurs pouvant aller jusqu'à plus de 12 m, potentiellement utilisables par plusieurs personnes.

Échafaudages de pied Ce sont des matériels à composants préfabriqués pouvant répondre à des demandes d'utilisation pour des travaux de grande envergure et de longue durée, nécessitant des postes de travail à grande hauteur et permettant l'accès à ces postes ainsi que l'acheminement du matériel nécessaire à la réalisation des travaux.

Échafaudages en console Ce sont des matériels à composants préfabriqués, ne comportant qu'un seul niveau de travail, installés en encorbellement sur une paroi verticale et constitués de consoles, de plateaux destinés à la constitution des planchers et de protections périphériques. Contrairement aux autres types d'échafaudages, ils ne possèdent pas de moyens propres d'accès au plancher de travail.

Plates-formes élévatrices mobiles de personnel Les PEMP sont des équipements destinés à l'élévation d'un poste de travail pour une ou plusieurs personnes et son déplacement dans l'espace. Ils sont tous constitués

d'un porteur permettant la translation dans le plan support de l'équipement. L'élévation peut quant à elle être verticale seulement ou multidirectionnelle.

La conformité des matériels qui constituent ces équipements de protection collective peut être évaluée en référence à plusieurs normes françaises.

Normes relatives aux équipements utilisés pour le travail en hauteur

- Garde-corps périphériques temporaires : NF EN 13374
- Protections périphériques temporaires pour travaux d'étanchéité en toiture : NF P 93-355
- Filets de sécurité : NF EN 1263-1 (exigences et essais) et NF EN 1263-2 (montage)
- Plates-formes individuelles roulantes : NF P 93-352 et NF P 93-353
- Échafaudages roulants : NF EN 1004 et NF P 93-520
- Échafaudages de pied : NF EN 12810-1, NF EN 12810-2, NF EN 12811-1, NF EN 12811-2, NF EN 12811-3
- Échafaudages en console : NF P 93-354
- Plates-formes élévatrices mobiles de personnel : NF EN 280
- Plates-formes sur mats : NF EN 1495
- Plates-formes suspendues : NF EN 1808

SOURCE INRS

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Les travaux se dérouleront en site occupé, ils ne devront en aucun cas perturber le fonctionnement de l'établissement ; les entreprises devront obligatoirement prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter à la source les risques de nuisances (bruit, poussières, etc.). Elles devront pour cela adapter leurs modes constructifs et prévoir toutes les protections nécessaires.

L'Entreprise Titulaire du lot 1 devra avant le début du chantier faire part des moyens et méthodes qu'il entend utiliser pour ses travaux. Ainsi plus particulièrement, l'entreprise devra respecter les principes suivants : · Protection contre l'eau L'entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires pour se prémunir d'éventuels dégâts des eaux dans les sous-sols et superstructures. · Protection contre les vibrations Concernant les risques liés aux vibrations, le projet devra respecter les seuils et recommandations des spécifications de la norme ETS 300 019-1-3 de l'ETSI. Ce contrôle sera réalisé au moyen d'enregistrements et analyses des niveaux vibratoires engendrés par les engins de chantier. Il est rappelé que le système d'enregistrement mis en place par l'Entrepreneur et assurant la surveillance des niveaux vibratoires est accepté entre les parties comme référence attestant du respect des seuils vibratoires définis.

Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique sera réalisée sous le contrôle du maître d'œuvre. Elle devra être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié. Le titulaire du Lot 1 sera tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine. Les entreprises devront prévoir un affichage de consignes particulières de sécurité pour le personnel du CNRS au droit des zones d'intervention, affichage portant notamment l'indication « attention chantier interdit au public ». Le titulaire devra soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Passage sous l'échafaudage : Conservation d'un passage permanent à la demande des services de la mairie, attention ce dernier devra être PMR. Mettre en place un dispositif de protection des piétons pour échafaudages de type le Plastalak.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du chantier. Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro réfléchissant. Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes. Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée devront être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8ème partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992. En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Rez de Chaussée Berzelius	Signalétique une boîte à clés (à code) sera mise à disposition des entreprises pour leur accès au droit de la porte d'entrée Berzélius, implantation entre porte d'entrée et rideau métallique	Signalétique	Tous lots	Lot 1
Environnement du chantier	Prise en compte de l'Environnement du site occupé et de ses environs	Signalétique	Signalétique	Tous lots	Tous lots
Bruit dû au chantier	Toute zone particulièrement si donnant sur rue ou en contiguïté avec un service ou un bâtiment.	Horaire de travaux bruyant Respect des arrêtés existant Choix du matériel Planification avec la MOE	Horaire de travaux bruyant Respect des arrêtés existant Choix du matériel Planification avec la MOE	Tous lots	Tous lots

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Interférence avec activité du site	Réunion préparatoire avec le chef d'établissement et service de secours interne.	Site occupé pendant toute la durée du chantier.	les travaux se dérouleront en site occupé, ils ne devront en aucun cas perturber le fonctionnement de l'établissement ; les entreprises devront obligatoirement prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter à la source les risques de nuisances (bruit, poussières, etc.). Elles devront pour cela adapter leurs modes constructifs et prévoir toutes les protections nécessaires	Tous lots	Tous lots
Interférence avec autre chantier	Réunion interchantier et SPS (MOA/MOA/OPC /CSPS/Ent) si besoin.	Réunion de coordination	A définir conjointement	Tous lots	Tous lots

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

5.2 CANTONNEMENTS

Les cantonnements seront à positionner de manière à les conserver jusqu'à la réception des ouvrages du chantier.

Si utilisation de Bungalows, ces derniers seront posés sous contrainte de "rings" de protections, et de protection collectives en terrasse.

En fonction du nombre d'étage, une note de calcul est à prévoir, ainsi que la protection au feux et flocage de la structure porteuse.

Dans le cadre des Etudes, il sera nécessaire de définir l'effectif chantier en pointe

En cas d'accroissement supérieur, la base vie se devra d'être augmenté pour permettre l'accueil de l'ensemble du personnel.

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	1,25 m ² par personne Soit: 20 m ² Attention, prévoir une zone spécifique pour le personnel féminin	Selon PIC	Armoires sécurisées individuelles assurent le séchage des vêtements de travail. Et en fonction de l'accroissement du personnel.	Lot 1	Lot 1	Lot 1
Réfectoire	1,50 m ² par personne Soit: 30 m ²	Selon PIC	En fonction de l'accroissement du personnel.	Lot 1	Lot 1	Lot 1

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Sanitaires	1 WC et 1 urinoire pour 20 personnes Soit: 1WC et 1 urinoire Attention, prévoir une zone spécifique pour le personnel féminin	Selon PIC	En fonction de l'accroissement du personnel.	Lot 1	Lot 1	Lot 1
Douches	1 pour 8 personnes en phase travaux salissant 1 pour 12 en travaux courant.	A définir sur le PIC	En fonction de l'accroissement du personnel.	Lot 1	Lot 1	Lot 1
Bureaux	A définir					
Salle de réunion	A définir					
Lavage botte	A définir					
Pédiluve	En cas de contamination au plomb	A l'entrée et sortie des zones impactées.	A définir	Lot Déplombage, Lot Intervenant sur ou en contiguïté des matériaux plombés.	Lot Déplombage, Lot Intervenant sur ou en contiguïté des matériaux plombés.	Lot Déplombage, Lot Intervenant sur ou en contiguïté des matériaux plombés.

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Sans objet.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

COVID

A ce jour, les mesures COVID sont totalement levées, pour autant, prendre en compte la possibilité de retour à des phases de contraintes en cas de recrudescences des Cas de COVID sur le territoire.

Les mesures à mettre en place seront indiqués par voie de registre Journal après parution des documents de l'OPP BTP.

PREVENTION DES RISQUES LIES AUX FORTES CHALEURS

Décret n° 2025-482 du 27 mai 2025 et arrêté TSST2503467A du 27 mai 2025 Entrée en vigueur : 1er Juillet 2025
Références : Code du travail, art. R.4463-1 à R.4463-3

Contexte réglementaire Le Code du travail ne fixe pas de température maximale, mais impose à l'employeur d'évaluer et de prévenir les risques liés à la chaleur. Le décret n° 2025-482 introduit l'obligation de prendre en compte les vigilances « canicule » de Météo-France dans la prévention des risques.

Niveaux de vigilance Météo-France Les niveaux de vigilance sont définis selon une échelle de couleur :

- **Vigilance verte** : Veille saisonnière
- Vigilance jaune : Pic de chaleur ou épisode persistant de chaleur
- Vigilance orange : Canicule avec risques sanitaires avérés
- **Vigilance rouge** : Canicule extrême à fort impact sanitaire

Obligations de l'employeur

L'employeur doit : Définir les mesures de prévention associées lorsque des risques ont été identifiés, Mettre en œuvre les mesures de prévention et s'assurer de leur maintien. La mise en œuvre de procédés de travail ne nécessitant pas d'exposition à la chaleur ou nécessitant une exposition moindre ; La modification de l'aménagement et de l'agencement des lieux et postes de travail ; L'adaptation de l'organisation du travail, et notamment des horaires de travail, afin de limiter la durée et l'intensité de l'exposition et de prévoir des périodes de repos ; Des moyens techniques pour réduire le rayonnement solaire sur les surfaces exposées, par exemple par l'amortissement ou par l'isolation, ou pour prévenir l'accumulation de chaleur dans les locaux ou au poste de travail ; L'augmentation de l'eau potable fraîche mise à la disposition des travailleurs... Mettre à jour son PPSPS en y consignant les risques et les mesures appropriées.

Coordination et coactivité

La maîtrise d'œuvre, le coordonnateur SPS et les entreprises doivent coopérer pour :- Identifier les risques liés à la coactivité en période de forte chaleur- Mettre en œuvre une organisation adaptée pour assurer la sécurité de tous.

Bonnes pratiques

- Informer les travailleurs sur les risques de chaleur et les signes d'alerte- Prévoir un local ou un abri temporaire climatisé pour les pauses ou en cas de malaise- Fournir des équipements de protection adaptés si nécessaire- Tracer les actions dans les registres de sécurité ou comptes-rendus de chantier

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Non prévu à ce stade.

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Lot 1 et 4	à la mise en service, à chaque modification, et en fonction de la périodicité afférente

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Chaque entreprise, préalablement à son arrivée sur site transmettra la liste des secouristes devant être présent sur site.

Le Lot 1, compilera une liste (Avec Nom et tél. Portable) et l'affichera dans la base vie.

Dans le même temps, chaque entreprise désignera l'encadrant responsable de la gestion des secours en cas d'accident.

Chaque entreprise devra désigner un représentant qui pourra être joint en dehors des heures d'ouverture du chantier (téléphone portable), aussi bien la nuit que les jours fériés ou chômés, pour parer d'une façon rapide et efficace à tout incident survenant du fait du chantier pendant l'exécution des travaux.

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Téléphone portable permanent , avec liste des N° affichés dans les installations de chaque Entreprise.	Attention, si utilisation de ligne portable, prévoir à minima deux opérateurs distinct.	A indiquer sur le PIC	Lot 1
Liaison avec les secours	Selon les prescriptions du site	Prendre compte la liste des numéros d'urgence et le numéro du gardien	Personnel visible en attente au point de rencontre défini avec les secours.	Tous lots
Accès secours	Accès permanent. Liste des astreintes devant être connu par les différentes Maîtrises.	Accès permanent	Accompagnement par encadrement de chantier obligatoire.	Tous lots
Point de rencontre	A préciser sur le PIC et suivant celui du site			
Service sécurité	Sur site			
Secouriste	1 secouriste pour chaque entreprise	Prévoir 1 pour dix minimum.	Liste affiché dans la base vie Sigle apposé sur le casque.	Tous lots

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Trousse de secours	1 par entreprise minimum	Trousse à jour, et en fonction des indication du médecin du travail de l'Entreprise.	Emplacement suivant le logo 'pharmacie"	Lot 1 base vie Tous lots à proximité des postes de travail
Défibrillateur	Emplacement au sein de l'Etablissement	Prévoir du personnel formé en sus des secouriste	A indiquer sur le PIC	Tous lots
Extincteur cantonnement	Extincteur dans chaque module, y compris circulation et bureaux.	A chaque point de stockage Sur les travaux "point chaud" Au droit des réserves de carburant Lors des remplissage de carburant.	A indiquer sur le PIC	Toute entreprise réalisant des travaux sur point chaud

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

A aucun moment un salarié ne pourra se retrouver seul sur le site ou affecté à des travaux, ou une zone sans pouvoir être secourus immédiatement.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

.Règle de diffusion et de communication Avant le début des travaux, l'ensemble des PV de conformité sera transmis au CSPS ainsi que tous documents inhérents à la Sécurité (vérification réglementaire, électricité, incendie, contrôle technique des engins, autorisation de conduite....) pour le personnel déjà désigné et le matériel devant être engagé pour l'intervention.

Établissement du P.P.S.P.S. a) Dès qu'elle en a connaissance, l'entreprise diffusera au coordonnateur de sécurité et de santé les éléments suivants: Les noms et adresses des entrepreneurs et sous-traitants intervenant dans le processus de réalisation des ouvrages. La date approximative d'intervention de chaque sous-traitant. L'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier. La durée prévue des travaux de chaque sous-traitant. b) Chaque entreprise réalisant des travaux doit rédiger un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) avant de démarrer toute intervention sur le chantier. Ce P.P.S.P.S. devrait être adapté à l'opération considérée. Pour cela elle dispose de 30 jours à compter de la réception de son marché pour élaborer le P.P.S.P.S. pour l'entreprise générale et d'une semaine pour les entreprises sous-traitantes. L'entreprise du lot principal communiquera son P.P.S.P.S. à toutes les entreprises des autres lots. c) Préalablement à toute intervention, chaque entreprise procédera à une Inspection Commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer, les P.P.S.P.S. à diffuser par le coordonnateur. Cette inspection commune aura lieu chaque fois que c'est possible avant diffusion définitive du P.P.S.P.S. de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection préalable procédée sur le chantier. d) Chaque entreprise y compris sous-traitantes, diffusera un exemplaire de son P.P.S.P.S. au Coordonnateur sécurité via l'entreprise titulaire du marché. Il doit être conservé par chaque entrepreneur 5 ans après réception des ouvrages. L'entreprise du lot principal ainsi que l'ensemble des entreprises réalisant des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L 235-6 du code du travail procéderont en supplément, à une diffusion du P.P.S.P.S. aux organismes administratifs de prévention dont la liste est donnée dans le présent plan Général de Coordination (article 2.1.). Toutes les entreprises tiendront leur P.P.S.P.S. sur le chantier à disposition de ces mêmes organismes de prévention. Au cas où l'entrepreneur contactant aura plusieurs sous-traitants, il sera tenu de leur communiquer, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitant, de leur transmettre, sur leur demande, les P.P.S.P.S. établis par les autres sous-traitants. Les clauses définies au présent article sont entièrement applicables à tous les sous-traitants et aux prestataires de services travaillant pour le compte de l'entreprise titulaire. Toute dérogation à cette règle serait une clause d'expulsion immédiate du chantier du traitant ou prestataire concerné sans que l'entreprise adjudicataire puisse prétendre à une quelconque indemnité, et sans préjudice de l'application des autres clauses des documents contractuels. Une Inspection Commune peut avoir de nouveau lieu avec l'ensemble des entreprises concernées. À ce titre des Inspections Communes seront réalisées au fur et à mesure de la désignation des entreprises durant leur période de préparation. Les entreprises sont tenues de prendre rendez-vous avec le Coordonnateur SPS au moins 2 semaines avant leur intervention. Ces Inspections

Communes pouvant être renouvelable en fonction des interactions du ou des chantiers. Il est rappelé aux entreprises qu'il est INTERDIT de démarrer les travaux si : Constat de défaut d'Inspection Commune (inspection commune non effectuée, délais des 3 semaines non respecté), non réception du PPSPS, Analyse du PPSPS non effectué par le coordonnateur SPS. Si le PPSPS est visé avec réserve ou refusé.

Travailleurs indépendants Les travailleurs indépendants, les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis :- À l'établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé,- Aux mesures générales de protection et de solidarité,- Aux modalités de l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité liés aux choix des procédés, des équipements de travail, des substances dans l'aménagement des lieux de travail, dans la définition des postes de travail,- Aux actions des organismes Professionnels d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail,- Aux règles relatives aux substances et préparations dangereuses,- À la mise en place, à l'acquisition et à l'utilisation de matériel conforme,- À mettre en oeuvre, vis-à-vis des autres personnes intervenant sur le chantier, comme d'eux-mêmes, les principes généraux de prévention. Le Plan Général de Coordination leur est applicable en totalité. Emploi du personnel intérimaire Dans le cas où les entreprises feraient appel à du personnel fourni par une agence d'intérim, il leur appartient de s'assurer que ce personnel satisfait aux obligations d'aptitude médicale, aux postes auxquels il sera employé. Ce personnel devra être doté des mêmes moyens de protection individuelle que les salariés en poste sur le chantier par l'entreprise utilisatrice. Le responsable sur site de l'entreprise concernée devra, lors de l'accueil de ces personnes, leur exposer les Règles de sécurité du chantier et les Règles de prévention (par exemple : jeu de cartes O.P.B.T.P.). Certains travaux, sauf dérogation du directeur du travail et de l'emploi, sont interdits aux intérimaires- Exposition à certains agents chimiques (liste à demander aux CRAM)- Inhalation des poussières et métaux durs (nickel, cuivre,...)- Travaux de dé-flocage et démolition exposant aux poussières d'amiante.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

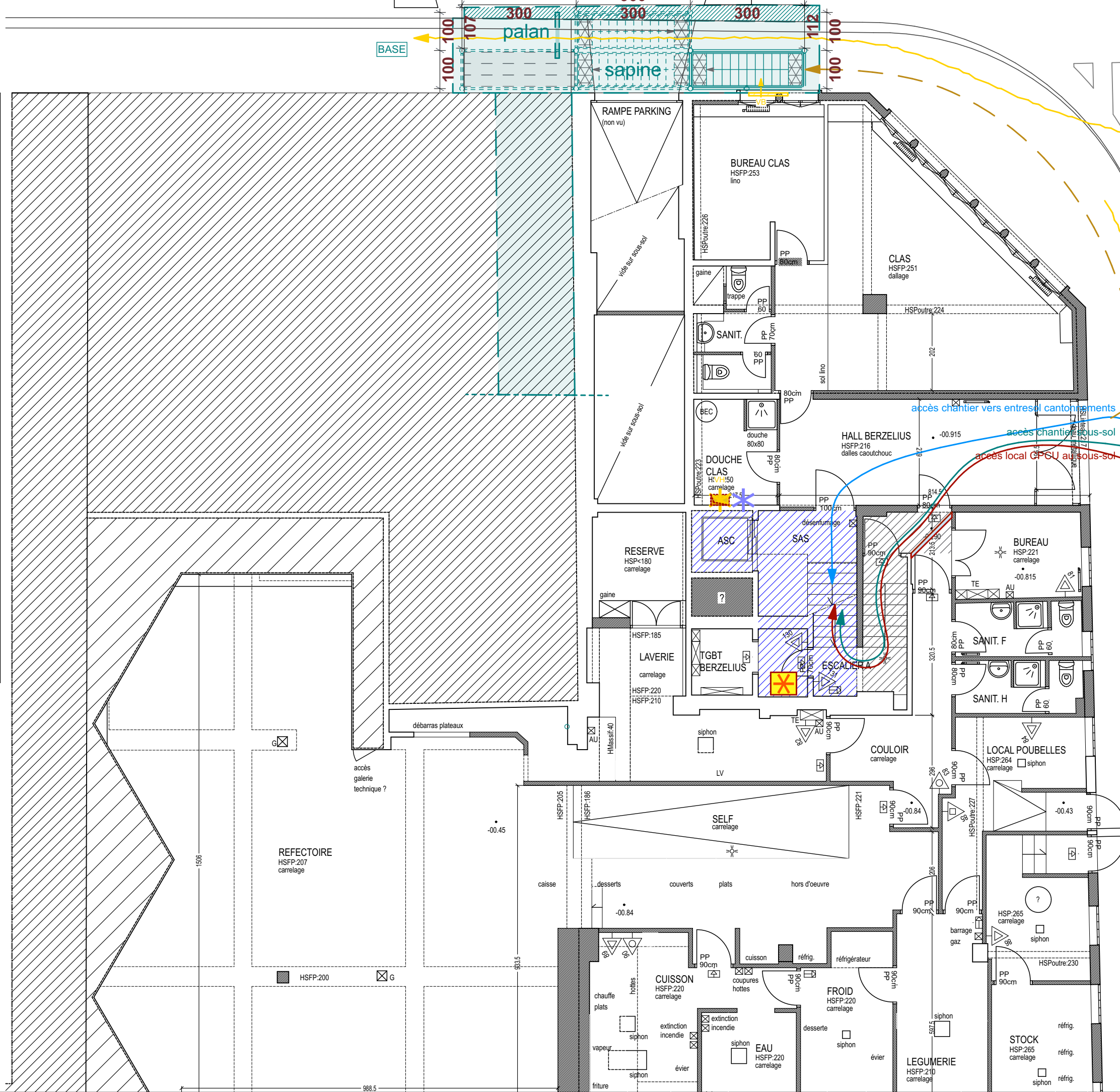
ANNEXES

CNRS - TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DU SITE POUCHET

59-61 RUE POUCHET
75017 PARIS

Liste des annexes
1 - PIC base vie
2 - Panneau : En cas d'accident

8.1 PIC base vie



Le diagramme illustre les aménagements de chantier pour la rénovation de la gare de Pouchet, avec une légende détaillée des symboles et couleurs utilisés sur le plan.

- zone d'emprise patio** : Représentée par une zone hachurée en diagonale (rouge et blanc).
- zones ouverture et dépose faux-plafond, plenum et trainasse pour passage liaison CPCU / sous-station / étages et CTA** : Représentées par des zones hachurées en diagonale (vert et blanc).
- zones stockage** : Représentées par des zones rectangulaires vertes.
- zones impactées par les travaux** : Représentées par des zones rectangulaires bleues.
- carottages / percements divers pour liaison CPCU / sous-station / étages, CTA et informatique** : Représentés par des symboles d'étoile rouge, orange, bleue et violette.
- passage réseaux pour liaison CPCU / sous-station / étages, CTA Pouchet conférence et informatique** : Représentés par des lignes ondulées vertes et bleues.
- accès CPCU** : Représenté par une flèche rouge.
- accès chantier vers sous-sol** : Représenté par une flèche verte.
- accès chantier depuis RDC vers les étages** : Représenté par une flèche bleue.
- liaison depuis cantonnement vers chantier rue Pouchet par extérieur / trottoir** : Représenté par une flèche bleue pointillée.
- liaison depuis cantonnement vers chantier rue Berzelius par extérieur / trottoir** : Représenté par une flèche orange pointillée.
- traversée piétons obligatoire rue Pouchet** : Représenté par une flèche jaune ondulée.
- trainasses et gaines VH VB local CPCU** : Représentées par des lignes jaunes.
- circulation dédiée au chantier pour les travaux sous-sol** : Représentée par une zone hachurée en diagonale (bleu et blanc).
- circulation dédiée au chantier pour les travaux RDC et étages** : Représentée par une zone hachurée en diagonale (bleu et blanc).
- tableau électrique pour branchement chantier** : Représenté par un symbole électrique (carré avec une croix).
- passage piétons provisoire pour traversée obligatoire** : Représentés par des carrés verts.
- protection sous échafaudage des accès au RDC du bâtiment Pouchet** : Représenté par une zone rectangulaire rose avec un triangle rouge.
- emprise sur domaine public et clôture de chantier** : Représenté par une zone rectangulaire bleue avec des lignes diagonales.
- accès personnel CNRS** : Représenté par une flèche noire.
- fermeture des passages sorties de secours en polyane** : Représenté par une zone rectangulaire rouge.

IMPORTANT : Les documents constituant le présent dossier ne sont pas des documents d'exécution. Ils ne peuvent en aucun cas être utilisés pour la réalisation des travaux et devront faire l'objet d'études techniques d'exécution.

CNRS / Travaux de rénovation énergétique du site Pouchet / 59 rue Pouchet 75017 Paris

MAÎTRE D'OUVRAGE
Centre National de la Recherche Scientifique
Délégation Île-de-France Villejuif 7 rue Guy Môquet
94800 VILLEJUIF - charlotte.perez@cnsr.fr

MAÎTRISE D'ŒUVRE
AU4G ARCHITECTES
72 avenue Pasteur 93100 MO
01 43 56 84 40 - agence@au4g.com

KEUL Eco Economiste
13, rue Louis Armand
77240 LA FERTE-BERN
fabrice.keul.eco@free.fr

SERTEO BET Fluides
1-1bis Rue Marcel Paul
91300 MASSY
j.martin@serted.fr

C2L OPC
36 rue de Fontarabie
75020 PARIS
m.urios@c2l-net.com

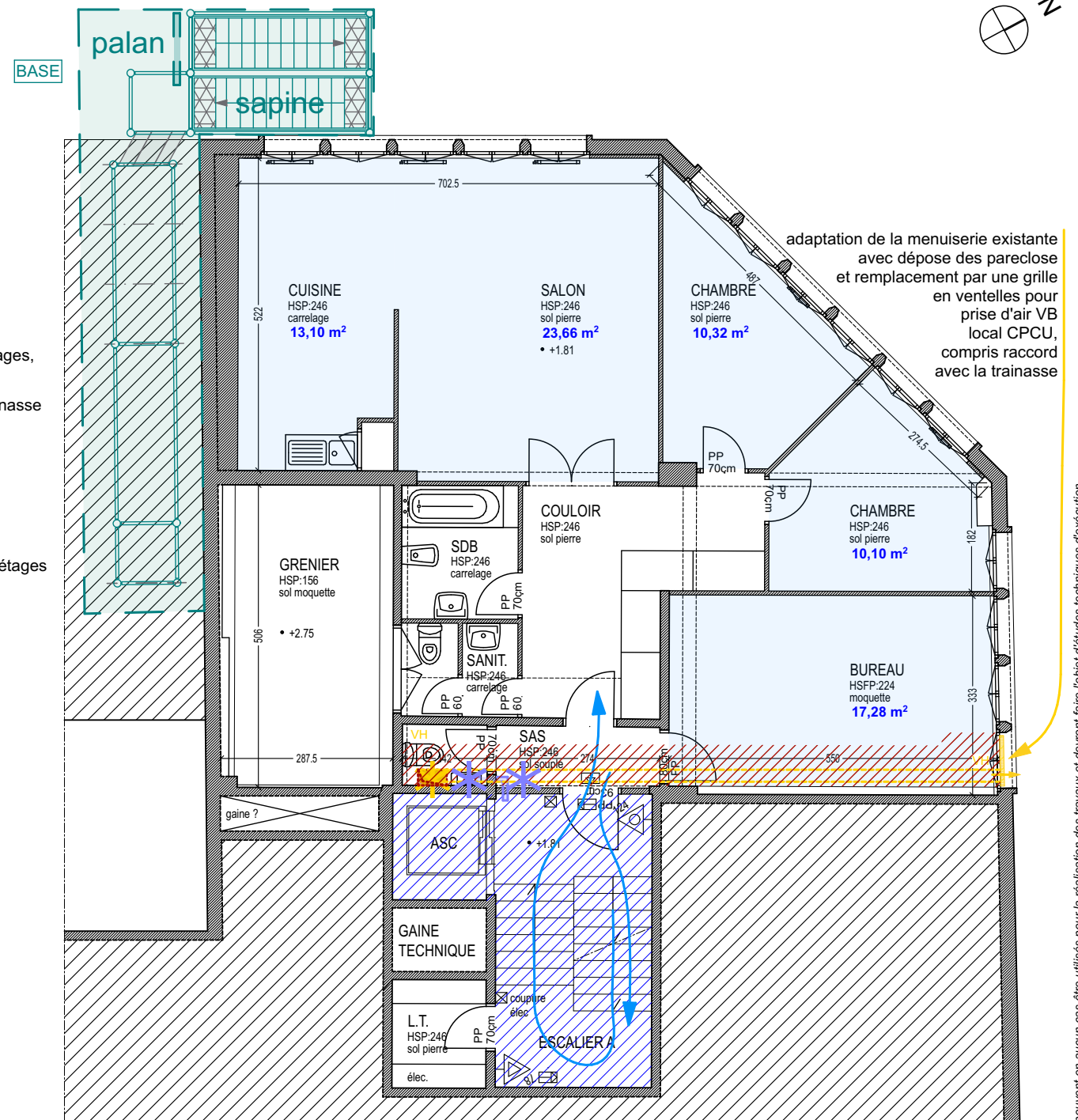
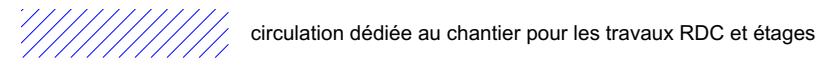
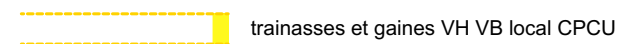
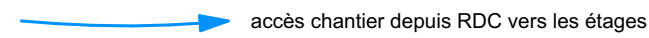
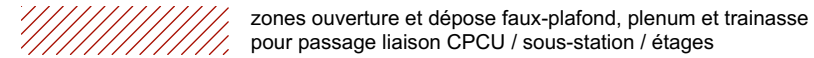
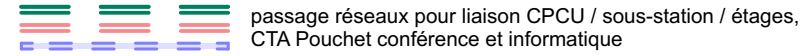
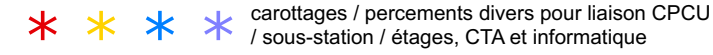
Phase : Dossier de Consultation des Entreprises

DCE

ÉCHELLE :

ÉCHELLE :

ÉCHELLE :



8.2 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: PARIS
RUE :59-61 RUE POUCHET

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 01.49.56.20.19 .